PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

16 JUIN 1964 - N° 16 — Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

Son bonheur
ne fait pas le nôtre

Pendant quatre jours durant son voyage en Picardie, de Gaulle a beaucoup parlé pour, comme d'habitude, s'autoféliciter.

D'après les gens qui font métier de commenter à la radio et dans les journaux les actes et les dires des gouvernants, de Gaulle aurait préparé par ce voyage les élections présidentielles de l'année prochaine en le considérant comme un test pour vérifier si sa popularité augmentait ou baissait.

Qu'il y ait beaucoup ou peu de monde sur son passage ou pour l'écouter cela ne signifie pas grand chose, car il est certainement toujours aussi populaire auprès des uns, qu'impopulaire auprès des autres. Ceux qui n'ont qu'à se louer du régime, qu'à se louer de la situation du pays depuis six ans, qu'à se louer de l'expansion des bénéfices et de la stabilisation des salaires, ceux-là n'ont sûrement qu'à se louer de l'homme qui les représente si bien. Mais les autres, ceux des usines, des champs, pour qui aucun problème n'est résolu, ceux-là, évidemment n'ont aucune raison d'avoir beaucoup d'affection pour lui.

Cependant, de Gaulle ne l'ignore pas et sait en profiter, s'il se représente à la Présidence de la République, il a toutes les chances d'être élu. Parce que ceux qui sont le plus touchés par la politique gouvernementale, ceux sur les épaules de qui le plan de stabilisation repose, ceux qui produisent tout, les ouvriers et les paysans, ceux du travail de qui la société est faite, s'ils sont déterminants dans l'économie, s'ils seraient tout puissants pour imposer leur volonté en se servant du rôle primordial qu'ils jouent dans l'économie, sont cependant une minorité du corps électoral. Pour ne prendre qu'un exemple : chez les ouvriers et les paysans à quinze ans on est au travail, on participe à la production, on sue des bénéfices, on peut, on pourrait paralyser l'économie ou descendre dans la rue, mais on ne votera pas avant vingt et un ans.

Les élections cela sert à cela : à empêcher ceux qui détiennent la véritable force dans la société de s'en servir.

Nous, travailleurs, devons justement apprendre à ne pas être dupes des allures « démocratiques » derrière lesquelles se cache la dictature du capital. De Gaulle n'est pas populaire car il n'est pas populaire auprès du peuple des usines. Nous devons nous servir de nos armes propres, notre nombre, quand nous sommes en grève ou dans la rue, pour infléchir ou changer la politique du gouvernement mais, nous ne devons pas compter sur les élections. Nous avons les moyens d'imposer notre loi. Mais il nous faut d'abord en être conscients. C'est justement à nous faire perdre cette conscience que servent les mascarades électorales et les campagnes qui les précèdent.

De Gaulle a justement beaucoup parlé de « la France » au cours de ce voyage. «La France qui», «La France que», «l'unité nationale». Mais la France de de Gaulle n'est pas celle des travailleurs. La France de de Gaulle c'est celle des officiers, de Dassault et de la force de frappe. De Gaulle, lui-même, a la candeur, et pourtant il sait ce qu'il dit, de parler des « mécontentements inévitables dans un pays qui monte ». Il sait donc bien qu'«un pays qui monte » ne monte pas pour tout le monde. La « prospérité de la France » c'est la prospérité de la bourgeoisie française et la bourgeoisie française est prospère sous de Gaulle, car comme il le dit encore, il y a la « stabilité à l'intérieur ». La stabilité à l'intérieur, c'est la paix sociale, c'est le travailleur résigné qui n'empêche pas la machine de l'exploiter.

Si nous comptons sur les élections de 65 pour changer notre sort, nous nous réservons bien des désillusions. D'abord parce que de Gaulle a de grandes chances d'être réélu s'il se présente et ensuite parce que même si, par extraordinaire, son adversaire Defferre l'était à sa place, il s'emploierait à mener la même politique, baptisée autrement. De Gaulle nous montre la voie : il ne va pas aux urnes pour se faire entendre, il va sur les places et dans la rue et pour se faire obéir, il ne se sert pas d'un bulletin, mais de la force que lui donne sa place dans l'appareil d'Etat. Pour nous faire entendre et écouter, apprenons à nous servir de la force que nous donne notre place dans la production et éventuellement, sachons utiliser les rues et les places publiques.

V. O.

Il est plus facile d'enterrer Staline que de ressusciter le Stalintern

Vers une nouvelle conférence mondiale des différents partis communistes ?

BIEN que le P.C. chinois ait dit tout à fait clairement qu'il n'était pas question pour lui de participer actuellement à une conférence mondiale des partis communistes, les Soviétiques n'en continuent pas moins d'en réaffirmer la nécessité. Ils ont même tout récemment répété à plusieurs reprises qu'ils avaient l'intention de l'organiser.

Que les Chinois refusent et contestent a priori cette conférence, voilà qui n'est que normal... puisqu'ils peuvent être certains de s'y trouver en très petite minorité et d'y voir leurs positions condamnées. Pour la prôner dans leur propre pays, les dirigeants chinois connaissent mieux que personne sans doute ce qu'est la démocratie stalinienne. Comme, à l'échelle nationale ou internationale, il ne peut être question pour une minorité de se faire entendre réellement de l'ensemble des militants (le P.C.F. condamnant les thèses chinoises sans qu'aucun organe de presse du parti n'ait soumis aux militants un seul texte des Chinois, est un exemple suffisant que rien de fondamental n'a changé dans les méthodes), il n'est d'autres ressources pour cette minorité, si elle est vraiment décidée, que de refuser de jouer le jeu.

Pourtant, parce qu'une conférence internationale à laquelle ne participeraient pas les Chinois et leurs amis politiques, serait la consécration officielle de la rupture de fait actuel, l'U.R.S.S. hésite. Peut-être les dirigeants soviétiques espèrent-ils encore ramener Mao-Tsé-Toung et les siens à la raison et que certaines concessions (mais quelles sont celles qui pourraient décider les dirigeants chinois à faire acte sinon d'allégeance, du moins d'amitié envers Moscou, et que pourraient accepter les dirigeants russes?) ou encore certaines difficultés intérieures ou extérieures forçant la Chine à recourir à leur aide, peuvent la rejeter dans leurs bras.

Mais la Russie hésite aussi parce que l'unanimité de la condamnation n'est pas du tout assurée et que par là elle risque de rater son but. Car, ce qui est en cause, ce n'est pas seulement l'indépendance de la Chine mais celle de tous les partis staliniens.

La Roumanie l'a bien compris qui, jusqu'à maintenant, a évité de se prononcer. La neutralité en la matière, c'était le début de l'autonomie. Car, si les journaux occidentaux y virent la main du communisme chinois, pour les Roumains, ce n'était qu'un prétexte pour mener une politique indépendante de Moscou.

On l'a bien vu quand, il y a quelques jours, ils concluaient un accord économique avec les U.S.A., ce qui n'a rien à voir avec l'actuelle politique chinoise. Les légations des deux pays sont élevées au rang d'ambassade, mais surtout les U.S.A. envisagent de fournir à la Roumanie des biens d'équipement, notamment ceux nécessaires à la construction de centrales nucléaires, ventes que les Occidetaux s'étaient interdit expressément jusque-là de faire à un pays de l'Est. Les Roumains, qui reprochent à leurs partenaires « socialistes » de vouloir faire de leur pays, au sein du COMECON, un pays uniquement agricole et de l'empêcher de s'industrialiser, ont choisi le schisme chinois pour s'essayer à voler de leurs propres ailes.

Or, cette politique peut être demain celle de n'importe lequel des pays du glacis où la soumission à Moscou n'est qu'un palliatif, plutôt mal que bien accepté, dans la seule mesure où elle est nécessaire à la bureaucratie dirigeante pour rester au pouvoir. Dès que les circonstances le permettent ou qu'elle se sent assez puissante, elle est prête à renier un maître qui fait passer avant toute chose ses propres intérêts (voir le joyeux pillage de l'Allemagne ou de la Hongrie par les troupes russes après 1945), sans tenir compte de la situation que cela peut créer aux P.C. locaux. Ce fut le cas, bien avant l'Albanie, la Chine ou la Roumanie, de la Yougoslavie.

Cette volonté d'indépendance touche d'ailleurs aussi ceux des P.C. qui, au sein des pays bourgeois demeurent des partis d'opposition soi-disant révolutionnaires. Ainsi, le P.C. italien désapprouve officiellement le projet de conférence internationale (tout en désapprouvant non moins officiellement les thèses des Chinois) sous le prétexte que les mouvements ouvriers font face à des conditions trop diverses pour qu'une assemblée internationale puisse définir une ligne générale.

C'est que Togliatti a lui aussi des intérêts particuliers, nationaux, à défendre, tout comme ses compères albanais, chinois, roumains ou yougoslaves.

C'est que, pour le P.C. italien, comme pour d'autres P.C. occidentaux, il faudra bien sortir un jour de l'impasse où les a mis le stalinisme. D'une part, l'idéal et la politique révolutionnaire ne sont pour eux plus qu'un rêve (ou plutôt un cauchemar), mais d'autre part les plus grandes preuves de réformisme qu'ils donnent chaque jour, dans leurs actes et leurs écrits, ne peuvent amener la bourgeoisie à leur confier la gérance du pouvoir, même en partage avec d'autres — sinon tout à fait provisoirement et dans des circonstances exceptionnelles comme cela s'est produit à la fin de la seconde guerre mondiale — à cause justement de leur lien avec Moscou.

Que certains songent à distendre ces liens rien d'étonnant.

Lire la suite en page 2

BERLIN-EST JUIN 1953

Ceux de la Stalinallée
que Khrouchtchev ne réhabilitera pas

Ces jours derniers, la presse annonçait la libération de certains participants des manifestations ouvrières de juin 1953, en Allemagne de l'Est. Onze ans derrière les barreaux. Et combien d'entre eux n'ont pas encore retrouvé la liberté ?

Mais nous ne devons pas oublier ces hommes, les seuls qui voulaient et qui auraient vraiment pu « déstaliniser ».

Il y a onze ans, le 17 juin 1953, l'envoyé spécial du « Monde » à Berlin-Est écrivait qu'un « vent de folie » venait subitement de se lever sur la ville. A la stupéfaction du monde entier, on apprenait que des troubles graves se produisaient et menaçaient de s'étendre à toute la zone orientale. Pour la première fois depuis le schisme titiste, quelque chose se produisait dans le glacis qui perturbait les habituels progrès du « socialisme ».

Les maçons de la Stalinallee, « la première avenue socialiste d'Allemagne », avaient arrêté le travail, le mardi 16 juin dans l'après-midi, pour protester contre le relèvement de 10 % des normes de travail. Ils manifestèrent dans les rues de Berlin, en direction de la Leipzigerstrasse où se trouvait le gouvernement ; les Jeunesses communistes essayèrent tout de suite d'intervenir, de s'interposer afin que les manifestants ne s'emparent pas du siège du gouvernement comme ils le voulaient ; ces derniers recherchaient aussi les leaders Grotewohl et Ulbricht, principaux responsables selon eux de la mesure de relèvement des normes et plus généralement de leurs mauvaises conditions de vie et de travail.

Cependant, les premières heures se passèrent dans l'expectative. Le gouvernement de la République Démocratique Allemande, les cadres du Parti, tous étaient débordés et nul ne s'attendait à ce que le mouvement des maçons prenne l'ampleur d'une révolte. Grotewohl et Ulbricht demeuraient introuvables. La police populaire — les Vopos — était indécise : une partie se joignit aux ouvriers et aux jeunes qui manifestaient. Cependant les blindés russes circulaient provoquant des explosions de haine dans la foule.

Dès le mercredi, le gouvernement institue l'état de siège et la loi martiale. Il avait préalablement tenté de faire accepter par les ouvriers quelques compromis, mais ceux-ci avait un programme précis auquel ils tenaient :

— Plus d'augmentation des normes.

— Baisse de 40 % des prix du magasin national.

Les travailleurs du métro et des chemins de fer s'étaient joints à eux et un appel à la grève générale était lancé. Bientôt d'ailleurs plusieurs autres villes se rent à bouger aussi : Chemnitz, Erfurt, Magdebourg...

Ainsi le mouvement progressait et menaçait de prendre l'allure d'une révolte ouvrière générale. Alors, après les premiers coups de feu tirés par les Vopos, souvent hésitants, les blindés russes intervinrent. On étendit la loi martiale à Potsdam et les troupes d'occupation encerclèrent les grandes villes.

Le jeudi 18 juin, l'« ordre » et le « calme » étaient, selon Radio-Berlin-Est, rétablis, bien que la grève se poursuivit. Ensuite, les informations se firent de plus en plus rares...

Ainsi, la révolte de Berlin-Est était étouffée et Adenauer qui, aux premières nouvelles de la la grève, avait déclaré à la pres-

Lire la suite en page 2

VERS UNE CONFÉRENCE DES PARTIS COMMUNISTES ?

(suite de la page 1)

Togliatti l'avoue franchement, si les dirigeants communistes français n'en soufflent mot. Rien ne dit pourtant que le développement logique de leur politique « d'unité ouvrière », c'est-à-dire avec la S.F.I.O. ne les pousse pas, un jour ou l'autre, sur des positions italiennes, yougoslaves..., albanaises..., roumaines..., le choix est de plus en plus large.

Là aussi la querelle sino-soviétique peut servir de prétexte à la libération des tendances centrifuges, c'est à-dire nationalistes.

La bureaucratie stalinienne n'a pu dominer si parfaitement et si longtemps le mouvement ouvrier, que parce qu'une grande fraction de celui-ci identifiait Moscou et la révolution. Etre rejeté par Moscou signifiait alors être rejeté par le mouvement ouvrier. C'est ce qui explique (en plus de l'emploi systématique de la violence et de la calomnie) que toute opposition communiste ait pu être contenue si facilement. C'est aussi ce qui explique que Moscou ait pu maintenir son ascendant sur ses propre cadres dans les différents pays : ils n'avaient d'importance politique aux yeux des masses et des militants sur lesquels ils s'appuyaient qu'en fonction de l'investiture qui leur était accordée.

La bureaucratie russe a pu proclamer une théorie en complet désaccord avec les sentiments internationalistes des ouvriers et des militants (l'édification possible du socialisme dans un seul pays) et même Staline liquider officiellement l'Internationale. Tant que le mythe de l'U.R.S.S. socialiste, bastion de la révolution mondiale, continuait à avoir cours, les cadres staliniens n'en continuaient pas moins comme par devant à s'incliner religieusement devant les oukases du Kremlin.

Les choses ont changé quand d'autres partis communistes ont pris le pouvoir dans d'autres pays. Au moment où le poids politique de leurs dirigeants a résidé moins dans l'appui de Moscou que dans celui des couches privilégiées nationales, le socialisme dans un seul pays se retournait contre la bureaucratie russe elle-même.

D'autant plus que la critique de la personne de Staline par ses successeurs contribuait à enlever un certain nombre d'illusions aux militants et aux ouvriers de tous les pays qui avaient non seulement assimilé l'U.R.S.S. au socialisme, mais aussi Staline à l'U.R.S.S.

Pour Moscou, une conférence internationale servirait donc actuellement à ranimer ce mythe de l'U.R.S.S. porte-parole de la révolution et du communisme mondial. Seulement cela ne pourrait se faire que par une condamnation unanime de la Chine. Aujourd'hui il n'en est plus question. L'unanimité serait loin d'être faite et la majorité accompagnerait sans doute sa condamnation de réserves et de critiques. Quoi qu'il en veuille, Khrouchtchev n'est pas dans la peau de Staline.

Jacques MORAND

La nouvelle guerre d'Indochine

Il y a déjà 10 ans que, au bout de 7 années de luttes, de souffrances, de privations, la bataille de Dien-Bien-Phu mettait le point final à la colonisation française en « Indochine » et pourtant, la guerre d'Indochine, toujours aussi meutrière, toujours aussi cruelle, dure encore, c'est de jour en jour plus flagrant.

Les accords de Genève de 1954, consécutifs à Dien-Bien-Phu, prévoyaient la neutralisation du Laos et du Cambodge, tandis que le Viet-nam était partagé en deux, seuls les territoires au nord du 17e parallèle étaient laissés à l'administration de Ho-Chi-Minh. Des « élections libres » étaient envisagées pour l'année 1956, afin de réunifier le nord et le sud du Viet-Nam.

En fait, seul le parti communiste prit au sérieux les accords de Genève. Il mena une politique pacifiste de non-provocation vis-à-vis de l'impérialisme, tandis qu'en face, un nouveau protagoniste, les U.S.A., prenait la place laissée vacante par l'impérialisme français. C'est à l'initiative de ces derniers, et avec leur soutien, que fut installé au Viet-Nam du Sud le régime des Diem. Ce même régime Diem qui, grâce au soutien américain, et malgré la haine qu'il inspirait à la totalité de la population, ne fut renversé qu'à la fin de l'année dernière.

Comme de bien entendu, les U.S.A. et leurs valets locaux n'avaient nulle intention de préparer des élections libres. Au contraire, le régime Diem devait être un régime de guerre, un régime de répression contre la « subversion » communiste. Et l'on a vu réapparaître la terreur, les exécutions sommaires, le regroupement des populations, les ratissages contre les « bandes subversives », enfin tout ce que le peuple vietnamien croyait à jamais banni. Et, corollairement, on a vu le renforcement de la « résistance », la renaissance de la guérilla.

Au cours de sa trop longue existence le régime Diem a réussi, par une répression féroce frappant tous ceux qui, « communistes » ou non, n'étaient pas d'accord avec lui, à dresser contre lui toutes les couches de la population, des bouddhistes aux militaires.

Mais c'est toute la petite bourgeoisie, paysans et intellectuels, qui devait trouver dans le Viet-Cong, puis dans le Front National de Libération constitué en décembre 1960 et animé par les communistes, un moyen d'expression et une représentation.

Et, depuis 1960, malgré les communiqués officiels qui s'obstinaient à ne parler que de simples opérations de police, la nouvelle guerre du Viet-nam, semblable en tous points à la précédente, fut révélée au monde.

Le Laos, de son côté, semblait parti, comme prévu, sur la voie du neutralisme. Après de laborieuses négociations un gouvernement d'union nationale fut formé en 1957, avec la participation de deux membres du Néo-Lao-Haksat (organisation politique du Pathet-Lao). Le Pathet-Lao étant au Laos ce qu'est le Front National de Libération au Viet-nam : l'expression de la petite bourgeoisie nationaliste et radicale, s'appuyant sur les paysans et ayant lié sa cause au bloc sino-soviétique.

Mais la croissance de l'influence du Pathet-Lao a vite fait d'inquiéter les américains. Ils craignaient avant tout que, sous cette influence, le Laos n'échappe à leur sphère de domination. Or, si le Laos est bien moins intéressant économiquement que le Viet-nam du Sud sa position géographique lui donne un intérêt stratégique évident. Aussi les U.S.A. se sont mis à la recherche d'un Diem laotien, qu'ils croyaient avoir trouvé en la personne du général réactionnaire Phoumi.

Mais, si Phoumi a réussi à renverser le gouvernement d'union nationale et emprisonner ses membres Pathet-Lao, il n'a pas réussi à installer un régime type Diem durable, ni à mener la lutte contre la « subversion » tant soit peu efficacement.

Ainsi on a assisté dans l'intervale de quelques années à une série de coups et de contre-coups d'Etat, où des gouvernements neutralistes cédaient la place à des gouvernements d'extrême-droite et vice-versa. On a vu parallèlement le Pathet-Lao mener la lutte au rythme de ses coups d'Etat ; en baissant la crosse quand il y avait un gouvernement neutraliste, en reprenant le maquis quand le hasard (et l'argent américain) favorisaient Phoumi.

La dernière crise fut déclenchée par l'essoufflement du gouvernement neutraliste de Souvana Phouma qui, à sa naissance, prétendait pouvoir regrouper les trois forces en présence dans le pays : les « communistes » du Pathet-Lao, les réactionnaires de Phoumi et les neutralistes de Cong-Lee.

Au Viet-nam (où le général Kahn a pris la place de Diem) la guerre s'intensifie et le F.N.L. contrôle les campagnes et même les routes la nuit. Le secrétaire d'Etat américain à la défense, Mac Namara, ne peut circuler en plein Saigon que revêtu d'un gilet pare-balles.

Et la guerre devient de plus en plus « la sale guerre », « la guerre pourrie », la guerre sans issue.

Que peuvent faire les Américains ? Intensifier la guerre jusqu'à l'écrasement des rebelles ? Mais avec quelle force ? Le sénateur Goldwater, apôtre du « monde libre », réclame l'intervention directe de l'armée américaine (rappelons-nous que celle-ci s'est jusqu'ici contentée d'aider techniquement et financièrement les armées de ses valets locaux), « en utilisant s'il le faut des bombes atomiques ». Certes, en cas de danger grave pour son existence, la bourgeoisie américaine n'hésiterait pas à faire sienne la cynique proposition du sanguinaire sénateur de l'Arizona, néanmoins dans la situation actuelle, il est peu probable que les U.S.A. puissent prendre des mesures aussi radicales. Faire mener la guerre, comme jusqu'ici, par les forces anti-communistes internes, mais en augmentant l'aide financière et technique ?

Mais, alors que le F.N.L. a de profondes racines dans les masses paysannes, les fantoches pro-américains ne bénéficient que de l'appui financier des Américains. D'ailleurs une bonne partie de l'aide militaire américaine est engloutie dans les poches profondes des officiers d'Etat-Major.

Si l'appât du gain et l'hystérie anti-communiste peuvent, à défaut de conviction, constituer pour les officiers un mobile pour continuer la guerre, les simples soldats, souvent enrolés de force, n'ont nulle envie de combattre pour un régime qu'ils haïssent eux-mêmes. Et les officiers américains se plaignent amèrement qu'à chaque engagement tant soit peu important, les soldats vietnamiens les laissent seuls face à l'ennemi.

En fait, il n'existe aucune force intérieure que les Américains pourraient opposer efficacement aux guerillas.

L'évidence de l'impossibilité d'une victoire militaire commence à s'imposer même aux plus obtus des politiciens occidentaux. Aussi, depuis quelques années, on reparle de solution neutraliste pour le Viet-nam.

L'expression a fait son chemin et depuis la Chine jusqu'à la France, en passant par l'U.R.S.S., tout le monde s'en déclare partisan. Et bien que les milieux officiels se montrent pour l'instant réticents, la plupart des grands quotidiens américains y voient eux aussi la seule issue.

Mais la guerre a duré trop longtemps, a trop polarisé les forces sociales, a trop effrité « les troisièmes forces » éventuelles, pour qu'un gouvernement formé par des éléments non engagés puisse contrôler et absorber les forces de gauche et de droite et réaliser bien longtemps une quelconque « unité nationale ».

En fait, l'impérialisme américain n'a que le choix entre enliser des troupes, américaines, dans une guerre sans issue, indéfinie, une guerre comme l'impérialisme français en a connu au Viet-nam justement et en Algérie, aucun espoir de remporter un avantage décisif, à l'exception du maintien durant ce temps de gouvernements à leur solde, ou entre prendre le risque de laisser le Sud-Viet-nam aux mains d'hommes, les dirigeants du Front National qui risquent de la faire passer dans l'orbite sino-soviétique. Leur seul espoir pourrait être celui d'une relative indépendance du Viet-nam des deux chefs de file du bloc oriental étant donné le shisme sino-soviétique. Il n'est pas exclu que certains politiciens américains envisagent de courir le risque, mais ce risque politique serait important.

Mais si la solution est intermédiaire, c'est-à-dire « neutraliste », elle ne pourra être que provisoire, car les Américains ne peuvent se servir que des couches les plus réactionnaires du pays pour soutenir leur politique, celles qui sont vénales, tandis que les organisations du Front National, si elles ne représentent pas le socialisme, représentent au moins les espoirs de la majorité de la population. Et si les organisations du Front National peuvent aller jusqu'à bien des concessions pour satisfaire à un accord éventuel, il n'en va jamais de même des castes réactionnaires.

Georges KALDI

Ceux de la Stalinallee

(Suite de la page 1)

se « ça fait toujours plaisir » pouvait désormais verser des pleurs sur les victimes, lui dont toute l'aide s'était limitée à une succession de conseils et de réunions « extraordinaires ». La mort récente de Staline, avait soulevé parmi les masses de grandes espérances. La révolte de Berlin-Est qui fut avant tout une révolte ouvrière, était le premier de ces mouvements qui allaient ébranler les pays du glacis dans les années suivantes et se terminer tragiquement par la révolution hongroise d'octobre 1956.

Le vieux dictateur était mort, on changeait d'équipe au Kremlin, les ouvriers pouvaient espérer voir leurs conditions s'améliorer, et ce fut pourtant ce 29 mai 1953 que choisit le gouvernement de la R.D.A. pour promulguer l'ordonnance sur le relèvement des normes, ordonnance qui provoqua la révolte des maçons lorsqu'il s'agit de la faire appliquer . « Erreur d'optique », dit pudiquement la presse occidentale. C'est ce qui explique la relative bienveillance du gouvernement dans les premières heures de l'insurrection. La correspondante de « L'Humanité » écrivait : « Le Bureau Politique condamne l'application bureaucratique des décisions sur les mesures de production ». Il demande que cette application se fasse avec l'accord des travailleurs, et non pas contre eux.

Ainsi le gouvernement de la R.D.A. essayait de faire machine arrière, de rattraper son erreur. Mais il était trop tard, car le mécontentement de la classe ouvrière était trop profond, avait été trop longtemps contenu, pour se résorber aussi vite sur quelques concessions de pure forme. Il ne se limitait pas, en réalité, aux maçons de la Stalinallee, et bien que Radio Berlin-Est et « L'Humanité » aient répété avec acharnement que seuls les provocateurs à la solde de l'impérialisme étaient à l'origine du mouvement, personne ne fut dupe : les ouvriers se révoltaient bel et bien contre ce qu'on prétendait être leur gouvernement, et cela jetait un jour particulièrement clair sur la nature de cet état.

Beaucoup dirent alors : c'est un simple décalage dans le temps, la R.D.A. ne s'est pas encore déstalinisée et Ulbricht, parfait stalinien, n'a pas eu le temps encore d'être remplacé par un « libéral ». Mais le fait que ce soient les chars russes (déstalinisés ?) qui soient intervenus et que ce soient eux qui aient finalement emporté la décision, ne permettait plus de conserver la moindre illusion sur le libéralisme du régime soviétique après Staline, si l'on en avait eu.

Ce sont les ouvriers qui ont déclenché la révolte de juin 1953 à Berlin-Est : cela donne la mesure du caractère « prolétarien » de la dictature imposée par la bureaucratie soviétique en Allemagne de l'Est, via le trio Grotewolh - Pieck - Ulbricht, le G.P.U., comme le qualifiaient eux-mêmes les ouvriers berlinois.

Anne FOURVIERE

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

LA ROUTE AU TABAC

Il y a une semaine, dans la nuit du 6 au 7 juin, deux automobilistes étaient arrêtés par une voiture pie, boulevard Raspail, et vigoureusement passés à tabac.

Voici comment le champion motocycliste Pierre Monneret, cité par « France-soir » du 16 juin, raconte les faits :

« J'ai été réveillé par des cris. Je me suis levé et suis allé à la fenêtre de ma chambre. Trois agents de police, revolver au poing, entouraient deux hommes qui étaient descendus de leur voiture et les insultaient copieusement. Puis ils se sont mis à les rouer de coups.

« Cela se passait exactement sous mes fenêtres, en plein milieu du boulevard. Les agents criaient si fort que tous les locataires se sont bientôt mis aux fenêtres.

« Les agents frappaient les automobilistes au visage. L'un d'eux se protégeait le visage avec son chandail. Quand ils se sont aperçus que nous les regardions, les policiers ont poussé leurs victimes sur le trottoir puis contre le mur de notre immeuble de façon que nous ne les voyions pas continuer à frapper. »

Les deux automobilistes ont porté plainte. Mais on sait que la sévérité des tribunaux est toute relative envers les brutes en uniforme : deux ans avec sursis pour un homicide, qu'est-ce que ce sera pour un modeste passage à tabac ?

Et pendant ce temps là, parmi une multitude d'assassins de tous genres en liberté, un fou mythomane peut se permettre, après avoir étranglé un petit garçon, de narguer les flics par voix de presse, et de courir encore.

« Ils veillent pour qu'ils reposent en paix », dit une devise de la police.

Oui, mais comment ?

EN REGARDANT PASSER LE TRAIN

A Beauvais, lors de son voyage, de Gaulle avait dans son cortège Marcel Dassault, député de l'Oise. « Comment va votre affaire ? » et « Présentez mes hommages à Mme Dassault » lui aurait dit le général, d'après « France-soir » du 16 juin. Jusque-là, pas de problème. Point de mystère dans les relations de ces deux hommes. Mais le même « France-soir », dans le même entrefilet, ajoute « détail : les gendarmes Dupont et Lefèvre, qui avaient découvert la femme du constructeur d'avions, à Villiers, après son enlèvement, étaient en service sur la route... ».

Un méchant crachin tombait, et les deux pandores de faction sur la route durent se sentir tout réconfortés en reconnaissant au partage des figures connues.

Comme quoi les plus bourriques ne sont pas toujours ceux que l'on pense.

LE CALME AVANT L'ORAGE

Aux usines sidérurgiques d'Hagondange (Moselle), 5.000 ouvriers viennent de faire trois semaines de grève pour la réintégration de deux délégués. Aux usines métallurgiques de Marquise (Pas-de-Calais) 1.200 ouvriers ont fait deux semaines de grève pour l'augmentation des salaires. A Marseille, les ouvriers des Chantiers de Provence ont fait, jeudi dernier, grève avec OCCUPATION. Le mois dernier, 2.500 ouvriers des Chantiers navals de Dunkerque ont fait trois semaines de grève avec OCCUPATION.

Ces jour-ci, les patrons se félicitaient du calme qui règne sur le front social. Du fait que leur politique anti-ouvrière devrait leur faire craindre le pire, ils l'ont jusqu'à présent échappé belle. Mais ne serait-ce pas un calme avant l'orage ?

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui du présent journal —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

L'ACTION REVENDICATIVE

A LA REGIE RENAULT

UN EXEMPLE A SUIVRE

Des ouvriers du département 70 avaient pris l'initiative d'une pétition demandant aux syndicats de s'expliquer publiquement sur leurs désaccords, lors du débrayage du 14 mai. Il y eut une réunion au siège du syndicat où les représentants des 3 syndicats : C.G.T. - C.F.T.C. - F.O. s'expliquèrent. Ceux-ci ne publièrent pas de communiqué. Mais lorsque les ouvriers inorganisés qui avaient provoqué cette réunion le rédigèrent, ils demandèrent des modifications sous prétexte qu'il est des choses que l'on peut dire mais non écrire.

Le représentant de la C.G.T. pour illustrer les grèves tournantes cita le département 37. Or il n'y a pas eu de grèves tournantes dans ce département depuis plus de deux ans et c'est un des secteurs de l'usine où cette politique désastreuse a été le plus désavouée. Nos représentants mentent comme des voleurs, cloisonnés et isolés que nous sommes dans nos départements respectifs.

C'est pourquoi l'initiative de ces ouvriers du département 70 a été constructive.

Nous ne pouvons que souhaiter comme ils le disent dans leur tract que des pareils exemples soient suivis.

(Extrait du n° 145 de la V.O. RNUR BAT. C).

A LA SNECMA

LA BONNE REACTION

Jeudi dernier, le « Comité de grève » de nos camarades de Villaroche, nous distribuait un tract nous informant de leur action et des raisons de cette grève.

La direction voulait leur imposer un nouvel horaire qui, pratiquement, les obligeait à faire en six jours, au lieu de cinq, le même horaire. Leur réaction a été immédiate, grève illimitée jusqu'au retour à l'équipe en cinq jours.

Il est évident que pour sa production la direction voulait l'équipe en six jours. Mais nos camarades, eux, n'en voulaient pas et ils l'ont montré vigoureusement.

La direction, par la voix de notre directeur, M. Desbruyères, a affiché une note dans toutes les S.N.E.C.M.A. où elle dit :

1° Qu'elle revient sur sa décision au sujet de l'équipe en six jours continue pour nos camarades de Villaroche. Ensuite dans cette affiche la direction nous menace en ces termes : si les travailleurs qui ont cessé le travail ne reprennent pas le lundi 15 juin, elle supprimerait la prime de vacances. Pour finir, M. Desbruyères essaye de justifier cette menace en déplorant qu'il soit obligé d'agir ainsi, car, d'après lui, c'est la situation critique de la société qui l'exige.

Mais pour nous, les menaces et les larmes de crocodile de notre direction ne nous intéressent pas.

En fait, la direction a cédé devant la réaction de nos camarades, et si elle menace c'est pour cacher le fait qu'elle revient sur sa décision. Comme quoi quand nous sommes décidés à ne pas nous laisser faire, nous savons trouver les bons moyens de réagir.

Nos camarades de Villaroche nous ont montré la bonne voie et maintenant la direction y regardera, peut-être, à deux fois avant de nous imposer ses quatre volontés.

(Extrait du n° 37 de la V.O. S.N.E.C.M.A.)

LA JOURNEE D'« ACTION » DU 10 JUIN A LA S.N.C.F.

SEMAINE D'ACTION

A Paris-Nord, un tract distribué le 10 juin nous appelait à manifester « avec force » à la Bourse du Travail avec les U.D. C.G.T. et C.F.T.C. pour « contraindre le gouvernement à de nouveaux reculs ».

A la gare, on peut dire que pratiquement personne n'a répondu à cet appel qui se situait dans « le cadre de la semaine revendicative des des salariés de l'Etat ».

Pourquoi cette absence évidente des cheminots ?

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous disions il y a un mois de ces formes de lutte pour « la reprise des travaux de la Commission du Statut ». Non seulement la revendication est toujours aussi fausse, mais de plus, la forme d'action s'amenuise de plus en plus pour atteindre bientôt le néant, ou, peut-être, la minute de silence pour le deuil de nos 40 heures.

Ce qu'il y a pourtant de nouveau c'est le désintéressement de plus en plus grand dont font preuve les travailleurs vis-à-vis de ces « actions », et la C.G.T. a beau jeu de dire : « Ce n'est pas notre faute, les gars ne veulent rien faire ». Mais si « les gars ne veulent rien faire », c'est parce qu'on a réussi à les dégoûter de ces formes de lutte qui ne servent à rien.

Il ne suffit pas pourtant de refuser ce qu'on nous propose, il faut aussi envisager de définir nous-mêmes nos revendications (40 heures, augmentation notable des salaires), et les formes d'action correspondantes, en sachant bien que nous ne pourrons aboutir que par une grève illimitée et que nous ne devons pas craindre de commencer seuls pour étendre ensuite le mouvement aux autres corporations aussi bien dans le secteur public que privé.

Extrait du n° 111 de la V.O. Cheminot).

L'INTENSIFICATION A RECULONS

Il paraît qu'une manifestation des cheminots aurait eu lieu le mercredi 10 à la Bourse du Travail. A la Chapelle, nous ne sommes sans doute pas des cheminots, puisque nous n'avons pas eu droit à l'invitation.

De toute façon, cette manifestation n'a pas rassemblé grand monde, et elle est bien dans la ligne des pseudo-mouvements qu'on nous fait faire tous les mois.

La grève générale, on y arrive... à reculons. Peut-être qu'à la prochaine action nous débraierons 5 minutes par équipe.

C'est sûrement cela qu'on appelle « l'intensification des luttes ».

(Extrait du n° 20 de la V.O. Cheminots Chapelle Triage)

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

TOUT NE VAS PAS TRES BIEN !

La radio gaulliste nous a appris mardi matin que Marquise, usine des compteurs du Pas-de-Calais, était en grève.

Il a fallu attendre que les travailleurs de cette entreprise soient lockoutés pour qu'on apprenne qu'ils étaient en grève.

Que réclament les camarades de Marquise ?

— Revalorisation des salaires, soit 7 % d'augmentation pour tous.

— Suppression des 4 % d'abattement de zone.

— Le respect des promesses faites par la direction au sujet des salaires.

La direction des compteurs n'a jamais été tendre. Il est certain que si les camarades de Marquise, malgré leur détermination n'obtiennent pas satisfaction, le patron victorieux se fera tirer l'oreille pour notre rallonge.

Face à cette situation, les syndicats ont fait une collecte de solidarité parmi nous. Les travailleurs de Marquise ont besoin de cet argent, mais pour faire céder la direction c'est un autre soutien qu'il faut envisager.

Dans l'ensemble les revendications de nos camarades du Nord sont les mêmes que les nôtres.

Si nous entrons en grève à leurs côtés nous aurons bien plus de chance d'arracher tous ensemble une augmentation de salaire. Il est vrai que les camarades de Marquise ont une réputation d'être « combatifs ». Si les syndicats nous consultaient pour savoir ce que nous pensons de la grève, il est probable que nous serons prêts à partager leur réputation. Ils auraient dû, au moins, proposer une réunion pour en discuter.

(Extrait de la V.O. Compagnie des Compteurs de Montrouge.)

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

PAS DE DIVERSIONS

Le mercredi 1er juin, nous nous sommes rassemblés devant l'Hôtel Dieu. Nous étions 200 au maximum (sans compter les flics). Cela n'a pas duré longtemps, à 18 heures tout était terminé.

Discours du responsable C.G.T., puis compte rendu de la réunion des médecins : on nous apprend que la majorité d'entre eux ignorent notre sort, et on s'élève contre eux.

Certes, il n'est pas inutile de rappeler aux médecins et chirurgiens des hôpitaux que c'est de l'ensemble du personnel que dépendent les soins aux malades, et de dénoncer un certain « orgueil de caste », mais cela ne doit pas devenir un prétexte et les médecins ne doivent pas devenir les boucs-émissaires de notre mécontentement. Car la responsable de nos bas salaires et de nos pénibes conditions de travail, c'est l'Administration, et elle seule.

(Extrait du n° 18 de la V.O. Hospices Civils de Lyon)

A LA C.S.F. (Issy-les-Moulineaux)

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Depuis la dernière grève de 2 h., aussi bien suivie dans l'ensemble que la précédente, plus rien n'a été fait.

La direction n'a rien accordé de plus que les 2 % du 1er mai, sachant empiriquement que tant que les syndicats se cantonneront dans ce genre d'action, elle n'a rien à craindre pour ses profits, au contaire, la soupape de sûreté jouant, l'explosion ne se produira pas de sitôt, et l'excès de vapeur échappé, tout rentrera dans l'ordre. Les syndicats, eux aussi, sont passés maîtres dans le maniement de la soupape : 2 h. par-ci, 2 h. par-là et quand ce n'est pas suffisant, une journée nationale d'action où chacun fait ce qu'il veut : de la pétition à la grève.

Mais les réalités sont plus fortes que les baratins de la propagande gouvernementale. Un OS 2 au milieu de sa catégorie sait qu'à la fin du mois il touchera 100 F et ce pour 47 h. de travail par semaine, un P 1 700 F. Il sait aussi que ce n'est pas suffisant pour vivre véritablement. Des bons apôtres nous diront que les ouvriers ne sont pas prêts pour la grève générale et que nous sommes des utopistes si nous la croyons possible, que les ouvriers sont endettés par le crédit et ils concluent d'un ton qui n'admet pas de réplique : tant que l'ouvrier aura sa voiture, son frigidaire, etc... achetés à crédit il n'y aura rien à faire. Nous dirons à ces gens d'étudier un peu l'histoire du mouvement ouvrier : au temps de « Germinal » tous les ouvriers étaient endettés, tous « plantaient des drapeaux », chez l'épicier et à l'estaminet, ce n'était pas pour des voitures ou des machines à laver, mais pour les moyens de subsistance les plus élémentaires, et pourtant cela n'empêchait pas les explosions de colère et les grèves.

Jusqu'à présent, les soupapes ont fonctionné, mais les phénomènes de la lutte des classes sont plus complexes qu'une opération mécanique et il se pourrait qu'un jour, la soupape ne soit pas suffisante et que l'explosion se produise quand même malgré les 2 % et malgré les grégrèves.

Sur les quais

4+4=16

C'est une pratique courante chez les chefs d'équipe du trafic maritime d'essayer de ne faire travailler que 4 hommes dans les cales d'où l'on décharge des containers sous prétexte que la manutention serait moindre. Une demi-équipe assure ainsi le travail d'une équipe en échange d'un petit supplément très inférieur à ce que la compagnie économise.

La législation du travail parmi les quelques protections qu'elle peut offrir aux travailleurs prévoit que dans les cales le travail doit être effectué par une équipe de 8 hommes.

Et si nous acceptons que certains travaux soient exécutés par nous, nous créons une habitude dangereuse. Et pour un avantage immédiat, nous compromettons gravement les conditions de travail sur les quais.

D'ailleurs nous ne comprenons pas comment le B.C.M.O. tolère ces pratiques qui ne peuvent pas ne pas être connues.

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. **« Voix ouvrière »** ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront **« Voix Ouvrière »**.

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

NOUS ne pouvons, faute de place, publier des informations extraites de tous les bulletins « Voix Ouvrière », ni, à plus forte raison, tous les échos concernant telle ou telle entreprise. Nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotypés pour leur en faire un service régulier contre la somme de 2 francs en timbres ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition.

En voici la liste :

AIR FRANCE. — Orly Nord.
ANTAR. — Donges (L.-A.).
ASSISTANCE PUBLIQUE.
ASSURANCES GEN. — Paris Richelieu.
BERLIET. — Lyon Venissieux.
CABLES DE LYON.
C.A.F. — Paris (Rue Viala).
C.A.F.L. — St-Chamond (Loire).
CARNAUD. — LYON.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE.
CHAUSSON. — Gennevilliers.
CHEMINOTS. — Région parisienne.
CHEMINOTS. — Chapelle Triage.
CITROEN. — Région parisienne.
Cie des COMPTEURS. — Montrouge.
CREDIT LYONNAIS. — Paris Richelieu
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
DESFOSSES. - Issy-les-Moulineaux (S.).
GENEVE. — Ivry (Seine).
HISPANO-SUIZA. — B.-Colombes (S.).
HOSPICES CIVILS DE LYON.
LIP. — Besançon.
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble.
PANHARD. — Paris XIIIe.
PEUGEOT. — Sochaux.
P.T.T. — Toulouse.
QUAIS ET DOCKS. — Marseille.
RHONE POULENC. — Vitry (Seine).
R.N.U.R. — Générale - Billancourt.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 18.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — Entretien.
R.N.U.R. — U 5.
ROUSSEL-UCLAF — Romainville (S.).
SAVIEM. — Saint-Ouen (Seine).
S.M.P.A. — St-Nazaire.
S.N.E.C.M.A. — Paris XIIIe.
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

— LES SALAIRES —

A PEUGEOT

IL NE TIENT QU'A NOUS

La dernière paye était plutôt réduite à la portion congrue. Ce que beaucoup se refusaient à croire vraiment, se traduisait là, en chiffres éloquents : c'est notre salaire qui encaisse les fluctuations des ventes. C'est toujours ainsi que les patrons tentent de faire payer par les ouvriers les contradictions de leur propre régime.

Et de nouveau, des bruits pessimistes circulent, sur des prévisions de chômage et de réduction d'horaire d'ici les congés.

Ne cédons pas à la panique. Officiellement, aucune décision d'une telle sorte n'est prise. Il nous faut examiner les problèmes d'une tête froide. Après tout, le patron ne fera que ce que nous serons assez faibles pour le laisser faire. Certains se raccrochent à la sortie de la nouvelle voiture après les congés, comme à une espèce de miracle. C'est vouloir lier notre sort à celui de la bonne marche ou non des affaires Peugeot. Et bien non, la nouvelle voiture ne peut faire de miracle. De deux choses l'une : ou bien comme certains le disent, le marché de l'automobile est en perte de vitesse, et alors la nouvelle voiture aura bien du mal à se frayer un chemin dans une voie déjà embouteillée. Ou bien le marché se porte mieux qu'on ne le dit, et la nouvelle voiture n'y est pour rien. Au lieu de prier sur la future dernière née de la production Peugeot, sachons que nous n'aurons à compter que sur nous-mêmes. Et c'est dès maintenant que nous devons réfléchir aux mots d'ordre de lutte que nous aurons à mettre en avant, face à des situations critiques. Certains par exemple, parlent de licenciements possibles après les congés. Rien ne laisse prévoir pour le moment, une telle mesure. Mais, si cela devait arriver, ce que nous devrons exiger c'est l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire la répartition des heures de travail entre tous les travailleurs, sans aucun licenciements, sans perte de salaire, ce qui implique aussi le SALAIRE MENSUEL GARANTI.

Le principe auquel nous devons nous tenir, c'est, que ce n'est pas à nous, ouvriers, de supporter les conséquences de la pagaille capitaliste ; ce qui nous intéresse, c'est de défendre notre niveau de vie, quels que soient les flux et les reflux du marché capitaliste, et nous ne pouvons le faire que par la lutte.

(Extrait du n° 45 de la V.O. PEUGEOT).

AUX ASSURANCES GENERALES

ALIGNEMENT PAR LE HAUT

A la Vie, on vient de toucher la seconde partie de la prime de gestion. A cette occasion, il est utile de rappeler les différences qui existent dans les « avantages » entre les branches.

Pour un employé de plus de 3 ans d'ancienneté, les primes de gestion et de participation s'élèvent à la Vie à 1.650 F. L'employé de même ancienneté qui travaille à l'Accident ne touche que 1.150 F environ.

Si on a moins de 3 ans d'ancienneté, on aura « droit » du côté Vie à une gratification de 1.008 F si on est entré avant le 1er janvier 63 ; sinon, à un prorata de cette somme selon le nombre de mois de présence en 63. A l'Accident, la gratification se résume à 200 F au 1er anniversaire de son entrée en boîte, à 400 F au 2e.

Or, cette injustice est aggravée par le fait qu'à l'Accident on travaille 1/2 heure de plus chaque jour, c'est-à-dire 115 à 120 heures de plus par an.

La Direction voudrait nous faire croire que ces différences de conditions de travail s'expliquent par les différences de rentabilité d'une branche à l'autre. La preuve que la rentabilité n'est pas le véritable critère du calcul de nos salaires, c'est que les grands chefs gagnent 10 fois plus que nous.

N'écoutons pas les mauvaises raisons de la Direction. Que les employés de la Vie se montrent soucieux de défendre leur niveau de vie légèrement supérieur. Et que les autres ne cessent d'avoir en tête l'alignement de leurs conditions sur celles de la Vie.

(Extrait du N° 27 de la V.O. Assurances Générales)

A GENEVE

A BAS LES PRIMES !

La direction a donc décidé de bouleverser notre système de salaire. Et s'il est difficile de calculer exactement ce que nous gagnons ou perdons dans l'immédiat, il est par contre clair comme le jour que si elle tente cette opération, c'est parce que cela l'arrange, c'est-à-dire nous défavorise.

Ce n'est certes pas la sauce dont elle l'a entouré (5 ou 10 c. d'augmentation horaire, maintien de la prime de vacances pour cette année) qui peut nous cacher que le plat est empoisonné.

Il est déjà anormal que, par un système diverse de primes, boni ou autre, une fraction importante de notre salaire soit soumise aux caprices et à la mauvaise volonté du patron. « Voix Ouvrière » l'a dit bien souvent : pour éviter le tripatouillage des salaires, qui se fait toujours sur le dos des travailleurs, il nous faut exiger l'intégration de toutes les primes dans le salaire, pour obtenir en fin de compte un salaire mensuel garanti.

Mais cette fois notre nouvelle direction en prend encore plus à son aise, en diminuant notre boni de 45 à 33 % et en remplaçant nos primes de vacances et de fin d'année par une prime trimestrielle assortie de conditions bien plus draconiennes.

En se réservant, entre autres le droit de faire sauter 20 % de cette prime pour un jour d'absence ou un avertissement, 50 % pour une mise à pied et la totalité pour 2 jours d'absence, en décrétant par avance que la prime peut être réduite ou même supprimée, si la production d'un atelier vient à baisser, elle vise à nous rendre toute réaction plus difficile pour pouvoir nous mener à sa guise.

Contre cela il nous faut réagir immédiatement.

Si nous laissons faire nous sommes sûrs de récolter au bout du compte des cadences accentuées, l'impossibilité de revendiquer, une maîtrise transformée en complète garde-chiourme, des conditions de travail pires, une activité syndicale entravée. C'est là le sort des ouvriers de Simca-Poissy. Cela risque bien d'être le nôtre.

Par contre, si l'usine tout entière entre en bagarre, elle ne pourra peut-être pas obtenir immédiatement le salaire mensuel garanti (cela, seul un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière peut nous le donner), mais elle pourra certainement au moins revenir aux dispositions antérieures relatives aux salaires, ou encore faire sauter les dispositions les plus graves de la nouvelle prime. Le choix est vite fait.

(Extrait du N° 75 de la V.O. - Genève).

A LA SAVIEM

SI LES POULES AVAIENT DES DENTS

St-Ouen est en pleine quinzaine commerciale : guirlandes, musique, super-loterie, haut-parleurs diffusant des propositions alléchantes. On solde partout.

Et pour clôturer la fête, un grand carnaval. Quand il est question de carnaval, la Direction SAVIEM n'entend pas céder sa place à une autre.

Jeudi soir, des groupes d'ouvriers se formaient autour des panneaux d'affichage où d'immenses affiches attiraient nos regards.

Au retour des congés, la SAVIEM envisagerait de nous allouer une prime de 75 F à l'indice 100. Mais pour une telle somme, la Direction exige de nous un grand nombre de conditions. Et alors nous rentrons dans le domaine des « si ».

Si le plan de production ne subit pas de ralentissement... Si les cadences sont normalement assurées... Si nous n'avons pas été absents sans motif valable... Si... Si...

De si grandes affiches pour une prime aussi étriquée, accompagnées d'un « baratin » aussi mesquin, d'un chantage à la production, ne peuvent que nous faire hausser les épaules. Malheureusement, un supplément aussi minime soit-il, étant donné l'état de nos salaires, sera toujours bien accueilli au retour des congés.

Nous offrir généreusement à peine 100 F et essayer de nous faire croire qu'en septembre nous allons décrocher le gros lot au mât de cocagne de la SAVIEM, c'est pour la Direction jouer au généreux avec de l'argent qui nous est dû depuis belle lurette. Rogner au maximum nos salaires durant une année et nous redistribuer en partie, sous forme de prime, ce que normalement nous avons gagné, c'est vouloir jouer au « Patron social » avec de l'argent qui nous appartient.

La seule solution c'est l'intégration des primes dans notre salaire et l'augmentation générale de nos salaires.

(Extrait du N° 53 de la V.O. - SAVIEM.)

A AIR FRANCE

UN BILAN QUI N'EST PAS POSITIF

Ainsi pourrait se résumer le résultat des actions diverses de nos camarades de la navigation aérienne (y compris d'ailleurs des actions du personnel d'Air France).

Depuis le début de l'année, les travailleurs ont été appelés par les syndicats à de nombreuses actions du style des grèves tournantes. Soit qu'ils aient arrêté le travail par service pour des revendications catégorielles, soit des arrêts de toute la navigation aérienne pour des revendications générales à la classe ouvrière. Ainsi les dirigeants syndicaux appelaient une seule catégorie de travailleurs pour s'attaquer à un plan dit de stabilisation, plan gouvernemental à l'échelon national.

Pour s'opposer au blocage des salaires, il fallait opposer un front uni de la classe ouvrière, à l'échelon national.

En 1962 par la localisation du conflit qui opposait les mineurs au gouvernement celui-ci a pu s'attaquer au droit de grève des services nationalisés et publics.

En 1964, la tactique géniale des bureaucrates syndicaux, permet au gouvernement de voter un texte de loi supprimant totalement le droit de grève à une catégorie de travailleurs de la navigation aérienne.

Si la classe ouvrière veut compter à son actif des bilans positifs elle doit préparer elle-même et imposer au bureaucrates syndicaux la réalisation d'un front uni des travailleurs dans la perspective de mouvements d'ensemble qui seuls pourront faire céder gouvernement et patrons.

(Extrait du n° 47 de la V.O. Air France).

A HISPANO

PRIME DE VACANCES OU PRIME DE CARENCE

La Direction nous avise par une note de service que la prime de vacances cette année sera de 150 F pour le personnel ayant un an de présence.

Cette somme sera la bienvenue car les vacances coûtent cher ! Beaucoup d'entre nous ne peuvent partir se détendre sous d'autres cieux parce que le moindre caprice se paye et que les vacances, malgré les congés payés, restent un luxe pour beaucoup de familles.

Nous ne venons pas travailler pour être récompensés ou notés, mais pour gagner notre vie. Nous vendons notre force de travail mais nous ne venons pas mendier des aumônes car ce que la Direction nous présente comme une récompense est, en réalité notre dû et ce qu'elle ne veut pas nous accorder chaque mois, elle fait semblant de nous en faire cadeau. Ces 150 F correspondent approximativement à la somme qu'il nous faudrait à tous, par mois pour rattraper la hausse du coût de la vie.

L'intégration **effective** des primes dans le salaire est une revendication à mettre en avant mais nous n'avons que faire des camouflages. L'intégration des primes ne doit pas devenir un prétexte dans les mains de la Direction pour ne plus nous augmenter.

L'allocation des primes de toute sorte, à la production, à l'assiduité ou autre, est humiliante pour les travailleurs et une façon de réinstaurer l'arbitraire et le système des amendes parce que c'est justement une rétribution exceptionnelle que la Direction peut faire sauter quand bon lui semble, et contre cela nous n'avons aucun recours légal.

Nous avons une dignité que ces messieurs semblent ignorer, et bien que nous ne refuserons rien des miettes qu'ils nous accordent, nous devons lutter pour une véritable augmentation des salaires.

(Extrait du N° 7 de la V. O. Hispano).

LA "RÉFORME" DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

A « L'ASSISTANCE » OU A LA « SANTE »

Avec la nouvelle organisation administrative, l'A.P. est appelé à disparaître pour faire place à la Santé Publique. Bien sûr ce changement, qui n'est qu'un changement bureaucratique va servir à modifier nos statuts et les rares avantages que nous avons à l'A.P. risquent de disparaître.

Sur cette réforme nous ne savons que très peu de choses, pour ainsi dire rien. On nous demande simplement si nous voulons opter pour le statut A.P. ou le statut S.P. Que cela peut être vague !

Si nous optons pour l'A.P. et que celle-ci disparaisse qu'adviendra-t-il de notre option ? Cela se terminera-t-il comme pour les hôpitaux privés qui sont passés à l'A.P. ?

Si nous optons pour la S.P. où va-t-on nous muter ?

Lorsque nous voulons des renseignements nous n'aurons que bouches closes et bouches cousues. Et bien faisons comme eux, et refusons de répondre à la demande d'option. Pourquoi aller signer un papier dont on ne connaît pas la teneur ? Et puis S.P. ou A.P. qu'est-ce que cela peut nous faire tant que l'on ne touche pas à nos droits ? Le jour où on y touchera ce sera à nous de les défendre et de bien montrer que nous ne sommes pas des jouets que l'on déplace, au gré de quelques administrateurs en quête de renouveau.

MESQUINES SUBTILITES

Le décret de décembre 1960 reconnaissant le statut « autorisée » à l'Assistance publique, est mis en application depuis mai 1964 dans certains hôpitaux dont l'hôpital franco-musulman.

A Rothschild le problème se pose pour une vingtaine de nos camarades et la réponse du directeur a été que Rothschild était passé depuis trop longtemps à l'A.P. pour que l'on puisse maintenant accorder le statut « autorisée » à nos camarades, ce dernier ne concernant que les hôpitaux passés à l'A.P. après décembre 1960 date du décret.

Cet argument ne nous satisfait absolument pas, nous trouvons déjà bien suffisant que depuis dix années que l'hôpital Rothschild appartient à l'A.P., nos camarades n'aient pas reçu le salaire correspondant à leur travail, puisque dans le bureau du chef du personnel le tableau des effectifs mentionne dans la colonne infirmières, la catégorie « autorisées ».

Il y a un décret mis en application depuis mai 1964, toutes les autorisées de fait doivent pouvoir bénéficier du cadre reconnu par ce décret.

A travail égal, salaire égal.

(Extrait du n° 50 de la V.O. A.P.).

"AU PILORI"

CHEZ UCLAF

SYNDIQUEZ-VOUS, C'EST UN BON PLACEMENT !

Extrait d'un récent tract C.G.T. du 27 mai intitulé « Après les élections votre place est à la C.G.T. » :

« ... Reconnaissez qu'une cotisation syndicale mensuelle, du montant d'une heure de travail, est d'un rapport digne d'attention. Comparez votre situation, qui n'est pas cependant pas encore bien reluisante (nous avons encore bien des revendications insatisfaites) avec celle des travailleurs d'entreprises où il n'existe aucune organisation syndicale. Vous comprendrez qu'aucune société d'assurance capitaliste ne vous garantirait un tel revenu pour un versement aussi minime ! Seul le syndicat peut accomplir cet exploit ; cela est déjà suffisant pour être syndiqué ».

Et voilà : vous payez régulièrement vos timbres à la compagnie d'assurance « la C.G.T. » et elle se charge de faire fructifier vos sous, en obtenant du patron les avantages que l'on sait.

Et nous qui croyions que le syndicat était un organisme de lutte auquel participaient effectivement les travailleurs les plus conscients. Il semble qu'aux yeux de nos modernes syndicalistes assureurs cela soit une conception dépassée.

(Extrait du n° 48 de la V.O. ROUSSEL UCLAF).

A HISPANO

DROLE D'UNITE

C'est au nom de l'unité, que dans un article assez pateux, « Le Prolétaire », organe du Parti communiste français à l'Hispano, accuse « Voix Ouvrière » de — nous citons — « jeter la confusion dans l'esprit des travailleurs afin de les diviser encore plus pour mieux les combattre ».

La chanson est connue, on répond à des arguments par des calomnies. La grande C.G.T. ne supporte pas la critique.

Mais la « Voix Ouvrière » ne fait qu'exprimer tout haut ce que pense la majorité des travailleurs sur les grèves tournantes ou les parodies de journées nationales d'action.

La « Voix Ouvrière » est petite, certes, (ce qui explique son anonymat, tout relatif d'ailleurs, puisqu'elle a un nom, une adresse et une permanence où chacun peut venir et discuter) mais elle ne mâche pas ses mots et ce n'est pas par des calomnies que l'on pourra la faire taire.

(Extrait du N° 7 de la V. O. - Hipano.)

A RHONE POULENC

GRATINEE

C'est vraiment le qualificatif qui convient à la note de service nous informant que nos épouses peuvent venir visiter l'usine. Comme nous l'indique ladite note, c'est à la demande du Comité d'Etablissement que la Direction a pris une telle décision.

Avec ça, nous sommes bien avancés; nos épouses vont pouvoir juger sur place les bonnes conditions de travail de leur mari.

Pour un peu, on s'attendrait à voir paraître une autre note précisant qu'on peut amener les enfants et un bouquet de fleurs pour l'ingénieur.

Mais soyons sérieux : combien d'entre nous ont envie de faire visiter l'usine aux gens de l'extérieur ? Nous avons bien assez d'y passer 9 heures et demie par jour et on ne voit pas pourquoi on intoxiquerait l'esprit du reste de la famille en venant voir où papa travaille !

Quant au Comité d'Etablissement qui s'attache à de pareilles âneries, félicitations ! Au fait, qui nous a critiqués lors des élections, quand nous avons démontré que le C.E. c'était la collaboration de classes.

CHEZ CITROEN

L'HOMME AU TRAVAIL

Par des affiches apposées dans l'usine, l'amicale de la photo, d'obédience patronale, nous invite à un concours qui a pour thème : « L'homme au travail ».

Le moins qu'on puisse dire c'est que cette amicale ne manque pas d'audace en proposant à nos camarades amateurs de photos de photographier leur propre servitude. Cependant, nous proposons aux concurrents éventuels de fixer sur leurs pellicules, à la sortie du premier métro, nos figures joyeuses après une courte nuit de repos et 1 heure passées dans les boîtes à sardines que sont les métros aux heures de pointes. Après quoi, ils nous prendront à nos machines, sur la chaine, etc... Auront-ils assez de pellicules pour suivre les cadences ? Nous en doutons. Et si le soir, ils veulent filmer la sortie, il faudra qu'ils courent vite, tellement nous l'aimons, ce travail. L'homme au travail, c'est ça et gageons alors que le gagnant du concours ne verrait pas ses œuvres épinglées au tableau. Mais si certains d'entre nous veulent absolument voir des gens au travail, nous proposons de mettre les patrons à notre place ; nous nous ferons un plaisir de les photographier et d'afficher ces documents rares.

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

A LA REGIE RENAULT

IL NE FAUT PAS CRAINDRE, MAIS EXIGER LE DROIT AU REPOS !

Certains départements chômeront quelques journées avant le départ en vacances. Cela, ajouté aux baisses d'horaires chez Peugeot et à des bruits de licenciements fait craindre à beaucoup d'entre nous une situation assez mauvaise pour la rentrée. Quelle est la situation exacte :

Constructeurs	PRODUCTION			
	Voitures particulières		Véhicules industriels	
	1er tr. 63	1er tr. 64	1er tr. 63	1er tr. 64
Berliet	—	—	5.440	6.736
Citroën	122.977	137.700	28.811	32.271
Panhard	11.169	11.640	81	115
Peugeot	92.255	103.050	7.779	10.403
Renault	215.232	187.223	27.611	29.275
Saviem	—	—	1.932	2.512
Simca	90.778	114.426	2.647	3.216

Tous ces chiffres montrent un accroissement sensible de la production du 1er trimestre 1963 au 1er trimestre 1964. Seul le chiffre des voitures particulières Renault est en baisse sensible. Ceci cache-t-il quelque chose de grave ? A notre avis non. Il ne faut pas oublier que Renault par une politique que la Direction qualifie de hardie et des investissements considérables financés avec notre plus value à une capacité de production qui est presque le double de Citroën, plus du double de Peugeot ou de Simca. La production automobile ne peut pas indéfiniment doubler tous les 3 ou 4 ans, surtout quand on arrive à sortir plus de 3.000 véhicules par jour. Nous n'avons pas a nous alarmer de ce que la Direction ne soit plus en mesure de nous imposer plus de 48 h. par semaine. Au contraire, nous devons en profiter pour lui rappeler ses promesses inscrites dans les accords d'une réduction de la durée du travail. Mais pour lui rappeler sérieusement c'est-à-dire avec maintien du salaire il n'existe qu'un moyen : l'action.

A LA REGIE RENAULT

A LA PECHE !

A la D.U.M.S.B. nous avons chômé le lundi 8 juin. La direction nous avait prévenus par des notes de service signées par M. De Longcanp aux pendules de pointage ainsi que par la maîtrise. Dans l'ensemble personne n'a pris cette journée de chômage à la catastrophe.

Une journée de congé, même payée à 50 % cela est toujours bon à prendre.

Mais en fait la direction en faisant chômer certains et pas d'autres cherche à nous affoler. D'autre part si elle nous fait chômer c'est bien parce que nous avons trop produit et il faudrait que ce soit nous les ouvriers qui en fassions les frais. Car les journées payées à 50 % c'est une façon pour la direction de diminuer nos salaires.

Nous, nous avons nos revendications. Augmentation générale des salaires ; diminution du temps de travail ; 40 heures immédiatement.

La semaine dernière les ouvriers de la D.U.M.S. ont fait même moins de 40 heures ; mais la paye ils ne l'auront pas.

Ce qu'il nous faut c'est les 40 heures pour tous avec la paye intégrale.

A LA SNECMA

PAPILLONADES

La semaine dernière la CFTC a déclenché une action d'envergure pour la diminution du temps de travail : des papillons ont fleuri sur les murs proclamant que « les plus courtes sont les meilleures — la semaine de 40 heures » que 50 heures avec un salaire médiocre ne valent pas 40 heures mieux payées... et que La Palisse recrute à la CFTC.

Quoi qu'il en soit, un de nos camarades de l'entretien a eu tout le loisir d'apprécier ce mode d'action. Un visiteur de marque très étoilé était attendu et la SNECMA, en femme du monde ne voulait en rien choquer la vue de son hôte. Il a donc fallu effacer sur tout le circuit touristique prévu les traces laissées sur le mur par des jeux d'enfant.

Quant à obtenir les 40 heures par des actions de cet acabit, personne de sensé ne pourrait y croire. C'est en adultes que nous devons revendiquer des salaires assez élevés pour que nous ne soyons pas obligés de subir des journées de travail aussi longues et des manifestations de ce genre ne déconsidèrent que leurs auteurs.

(Extrait du N° 37 de la V.O. - SNECMA.)

CHEZ LIP

LA FUITE

Si vous n'aimez pas la mer,
Si vous n'aimez pas la campagne,
Si vous n'aimez pas la montagne,
...Allez faire des heures à la mécanique ou à l'électronique.

Conditions exceptionnelles, gite garanti, chauffage compris (soleil de juillet), sourire des chefs qui sauront vous distraire. N'allez pas vous noyer à Chalezeule. Prenez la plage Dassault (1). Pour les autres, les non-fanatiques du boulot, Bonnes Vacances.

Taquinons bien le goujon, cueillons des champignons, dormons, balladons-nous et revenons bien décidés à nous battre dans les mois qui suivront.

(1) Dassault : mari de la femme qui fut enlevée parce que son mari fabrique des avions. Vient de passer commande à Lip (cf article Mécanique). Ne pas confondre avec le char du même nom.

(Extrait du N° 97 de la V.O. Lip)

CHEZ LIP

GARE AU RETOUR DE MANIVELLE

Les beaux jours sont revenus, le travail aussi à la mécainque et dans le secteur électronique. 10 h 25 par jour y compris le vendredi et 5 h le samedi est le nouvel horaire de 40 % d'entre nous. Tout cela pour satisfaire les exigences de M. Dassault ou d'une relance de la fabrication de la montre électronique.

Le climat étant favorable, les délégués ont lancé des revendications : augmentation générale et garantie des salaires ; qu'ils ont fait parvenir en direction, vues et signées par les ouvriers ; en leur demandant de plus, de refuser les heures supplémentaires tant que ne seraient pas acquises ces revendications.

A la mécanique, 40 % des gars ont accepté, ce qui a permis à la direction d'assurer les urgences, et donc de repousser nos revendications.

Accepter de faire des heures supplémentaires aujourd'hui, c'est non seulement renoncer à nos revendications, c'est aussi préparer le chômage de demain.

(Extrait du n° 97 de la V.O. Lip).

"ACCORDS" D'ENTREPRISE OU CONVENTIONS COLLECTIVES NATIONALES

A BERLIET

ACCORD, PAS D'ACCORD !

La discussion sur les accords d'entreprise va bon train, et pour le moment la direction Berliet se heurte au refus des délégués CFTC et CGT. Mais on sent venir le moment où FO sera l'interlocuteur valable et on peut gager qu'alors CFTC et CGT s'aligneront — le prétexte ne manquera pas. Les uns et les autres chanteront victoire, et, alors... alors nos revendications essentielles resteront posées. Les syndicalistes discutent, tergiversent, refusent, pour finalement accepter des avantages du style 2 % d'augmentations pour un semestre. Comment pourrait-il en être autrement ?

Passer moins de temps à l'usine et faire de notre vie autre chose qu'un service rendu aux actionnaires de Berliet ou d'ailleurs, nous oblige à choisir notre voie :

Et notre voie ne passe pas par la signature d'accords d'entreprise. Ceux-ci divisent la classe ouvrière. L'accord Renault de 1955, signé juste à point pour éviter l'extension de la lutte des travailleurs de Loire-Atlantique, marquait le début de cette politique, encouragée par le gouvernement. Les accords d'entreprises marquent un recul par rapport aux conventions collectives reconnues en 1936 dans les accords Matignon. Ceux-ci unifiaient les conditions de travail et de salaire des travailleurs de toute une industrie, à l'échelle régionale.

Les délégués syndicaux qui signent les accords d'entreprise cautionnent ce recul. Nous pensons que nous devons défendre non seulement les conventions collectives, mais que nous devons imposer une Convention Collective Nationale et Interprofessionnelle.

A LA CAFL

TAPIS VERT, DUPERIE ET COMPAGNIE

Syndicats et Direction de la C.A.F.L. doivent se rencontrer ces jours-ci pour la discussion de nouveaux accords d'entreprise.

A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que la politique dite des « accords » s'est développée à partir de 1955 alors que le patronat menacé par la lutte violente des travailleurs de Nantes et Saint-Nazaire craignait la généralisation de cette lutte.

Des accords conclus dans de telles conditions étaient une trahison et pourtant les syndicats — surtout la C.F.T.C. — les avaient alors présentés comme l'espoir ouvrier. Finies pour eux les luttes stériles, les grèves ridicules, quand un beau tapis vert pouvait si bien régler tous les problèmes. La C.G.T. dénonçait alors cette duperie, mais finissait par pratiquer en général la politique des accords pour ne pas être écartée du fameux tapis vert.

Aujourd'hui, les rôles sont renversés, ce sont nos syndicats qui courent après les accords.

Mais les seuls « accords » valables ce sont ceux que le patron signe à **nos conditions** après une épreuve de force où nous l'avons battu.

Le reste n'est que marchandage et duperie.

(Extrait du N° 21 de la V. O. - C.A.F.L.)

UNE VERITABLE REPRESENTATION OUVRIERE

CHEZ CHAUSSON

RETABLISSONS LES FAITS, ILS PARLENT D'EUX MEMES

A l'usine G, au cours d'une réunion la CGT demande aux syndiqués des volontaires pour se porter candidat aux élections de délégués, car, à la suite du départ d'un délégué avant l'expiration de son mandat, et du désir d'Esnault de se présenter comme délégué au C.E., les listes étaient incomplètes.

Un jeune syndiqué se porte volontaire, ses camarades de travail étant favorables à sa candidature, le secrétaire de la CGT a enregistré cette candidature.

Mardi 2 juin, nouvelle réunion syndicale, durant laquelle est présentée aux syndiqués présents, une liste établie par les délégués qui demandent de l'approuver. On remarque à cette réunion un nombre inhabituel de syndiqués qui n'assiste pas aux réunions régulièrement. Le camarade qui avait répondu précédemment à l'appel au volontariat d'Esnault ne figure pas sur la liste. On explique que le camarade ne figure pas parmi les candidats retenus parcequ'il appartient à « Voix Ouvrière ». Celui-ci répond que sa sympathie pour « Voix Ouvrière », qu'il ne cache pas d'ailleurs, ne constitue pas un motif valable pour l'exclure de la liste. Il s'agit d'élire des délégués **du personnel,** non en fonction des opinions politiques du délégué, mais de la compétence, du dévouement et de la confiance que lui font les travailleurs. Le lundi suivant, lors d'une assemblée générale, Esnault présente la liste et demande l'approbation des travailleurs. Remarquons au passage l'hypocrisie et la démagogie du geste puisque au moment où Esnault parle, les listes sont déjà déposées à la direction, il n'est plus possible de la modifier.

A la suite de l'intervention d'Esnault, le syndiqué mis à l'index s'adresse aux travailleurs, afin de dénoncer devant les travailleurs, les manœuvres qui l'ont écarté de la liste, car il s'agit d'un problème concernant l'ensemble des travailleurs. Et pour la première fois depuis bien longtemps, les travailleurs sont informés de la façon dont « on » défend leur intérêt, dans les « sphères dirigeantes ».

Et 3 jours plus tard, le secrétaire de la CGT se déchaîne. Mais à la place des explications auxquelles on pouvait s'attendre, ce sont des séries d'insultes, couvrant de boue la «Voix Ouvrière» et un ouvrier, parcequ'il avait eu l'outrecuidance d'informer ses camarades pour leur demander leur avis.

Voici les faits : La CGT a dit et dira encore que l'intervention de ce camarade, à quelques jours du scrutin, est une manœuvre destinée à discréditer les élections.

Mais c'est justement parceque ces élections sont importantes qu'elles concernent l'ensemble des travailleurs que ceux-ci doivent être non seulement informés mais consultés. C'est pourquoi, et c'est la moindre des choses, les prises de positions de chacun doivent être dicutées sérieusement en toute loyauté. Pour la première fois depuis longtemps, la discussion a été rendue publique (à l'usine G.), les travailleurs n'ont pas à s'en plaindre car ce n'est pas de la confrontation ouverte de toutes les idées que pourra se faire l'unité tant souhaitée, non pas autour d'un tract, mais pour organiser nos luttes.

La CGT a tenté d'étouffer l'affaire, les méthodes qu'elle a utilisées pour le faire ont révolté pas mal de travailleurs, mais ils ne doivent pas rester spectateurs devant cet attentat à la liberté d'expression. S'ils pensent que le camarade a raison (beaucoup lui ont témoigné leur sympathie) alors il faut qu'ils manifestent ouvertement leur appui. Il ne s'agit pas d'un match entre 2 boxeurs, il s'agit pour l'ensemble des travailleurs de savoir s'ils ont le droit d'avoir un avis, et s'ils ont le droit de le donner.

(Extrait du N° 167 de la V.O. - CHAUSSON.)

AUX CABLES DE LYON

ON NE MANGE PAS DE CE PAIN-LA... MAIS ON EN MANGERAIT BIEN !

Le C.G.T. se plaint de ne pas recevoir sa part du gâteau, c'est-à-dire sa part des fonds destinés par M. Grandval aux écoles syndicales « pour la formation des militants et des cadres ».

Et pourtant, il est naturel que le gouvernement destine de l'argent à des organisations comme la C.F.T.C. et F.O. qui sont des bastions traditionnels du réformisme et qui, comme la C.F.T.C., prêchent ouvertement la collaboration des classes.

Pourtant, s'il exclut la C.G.T. de cette manne, ce n'est pas tant à cause du danger réel que sa politique fait courir à la bourgeoisie (grèves tournantes, grèves partielles, « journées d'action », etc., ne lui font pas peur) mais plutôt parce que l'origine de la C.G.T. et sa tradition représentent encore aux yeux de la classe ouvrière, en dépit des démoralisations et des trahisons successives de sa direction. Et quand celle-ci quémande l'argent de l'Etat au nom de l' « équité » entre les syndicats, elle quémande en fait le droit de se faire acheter comme les autres organisations syndicales, et cela ne peut être le fait que d'une organisation, qui comme ses collègues, n'a pour toute aspiration que de partager les faveurs de la bourgeoisie

(Extrait du N° 95 de la V. O. - Câbles.)

AU Dpt 37 de la RNUR

NULLITE

La date des élections de délégués est maintenant connue, et l'on va nous demander une fois de plus d'élire les représentants du « Syndicat », car nous ne pouvons pas choisir nous mêmes nos représentants, nous n'avons pas le choix, nous ne pouvons que donner nos voix à la liste que nous impose le Syndicat.

Cette année encore, la C.G.T. a voulu relancer les grèves tournantes du département bien qu'elles soient désapprouvées par la majorité d'entre nous. Du reste le référendum du retour des vacances en témoigne, mais on a préféré oublier cette consultation et ne pas y donner suite.

Ensuite lorsque des militants syndicaux ont tenté d'organiser une action sérieuse, on les a exclus sous prétexte qu'ils n'avaient pas les mêmes idées que les dirigeants du syndicat.

Récemment, le Clou a accusé nommément deux ouvriers d'avoir saboté la grève du 14 mai.

Donc la semaine prochaine, on va nous demander de porter nos suffrages sur une liste de représentants d'une organisation qui se moque pas mal de nous et de notre avis.

Cette année allons nous encore donner nos voix à des gens qui n'ont rien à voir avec nous ou bien pour une fois allons nous leur montrer notre désaccord en rendant notre bulletin nul, soit en le barrant soit en n'en mettant que la moitié dans l'enveloppe.

N'importe comment, ils seront élus, mais de cette façon nous avons la possibilité de désapprouver des individus qui, par leur mépris, ne cherchent qu'à nous diviser et nous entraîner à l'aventure.

(Extrait du n° 187 de la V.O. RNUR - Département 37).

LES COMITÉS D'ENTREPRISES

CHEZ LIP

MOTUS ET BOUCHE COUSUE

Deux représentants du personnel assistaient au dernier Conseil d'administration. Mais, étant tenus au secret « professionnel », ils n'ont le droit de nous informer que sur ce que le patron veut bien laisser filtrer de ses affaires. De plus, ils n'ont pas la possibilité d'intervenir ; mais, éventuellement un conseiller peut se réserver le droit de leur poser des questions. Ils n'ont donc qu'un rôle d'auditeurs. Il faut ajouter au tableau que le vocabulaire utilisé est souvent incompréhensible aux personnes non averties. La première tâche est de pouvoir comprendre ce qui se dit, ce qui n'est pas toujours facile dans ces réunions d'initiés. Dans de telles conditions, n'ayant pas le droit d'informer le personnel, on se demande l'utilité d'une telle représentation.

(Extrait du n° 97 de la V.O. LIP).

A LA THOMSON

BIENTOT LES ELECTIONS DU C. E.

Le 23 juin auront lieu comme tous les deux ans les élections au comité d'établissement. La propagande syndicale directe (par tracts) ainsi que celle indirecte (cadeaux de Noël, Fête des Mères) a commencé. Et chacun de nous promettre les merveilles dont nous serons gratifiés si nous votons pour eux. Mais outre qu'un bulletin de vote, un bout de papier, n'a jamais eu en lui-même de vertu extraordinaire, quelles sont celles des C.E. qui justifient que des militants syndicalistes s'y consacrent ?

Les comité d'entreprise sont nés à la fin de la guerre. En accordant des heures payées, ce qui permet aux syndicats de recruter plus facilement des militants, l'ordonnance du 22 février 1945 leur accordait en même temps un droit de gestion... sur les œuvres sociales seulement, et le droit de **proposer** des « mesures qui tendent à améliorer le rendement et à accroitre la production ». Il est précisé que ces comités « ne seront que **consultatifs,** sauf en ce qui concerne la gestion des œuvres sociales » c'est-à-dire ce qui ne rapporte pas d'argent. La loi du 16 mai 1946 ajoutait à cela le droit de **discuter** des salaires à condition de se placer « sur le plan de l'entreprise et aborder les questions de salaires sous leur aspect économique ».

Aux possibilités de transformer notre sort par ces organes de collaboration de classes, nous ne croyons pas. Nous pensons que le rôle du syndicalisme c'est d'organiser la lutte des travailleurs et non de se commettre dans les comités d'entreprises.

(Extrait du N° 193 de la V.O. - Thomson.)

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

AUX ASSURANCES GENERALES

PAR L'ESCALIER DE SERVICE

On nous dit aux A.G. que pour améliorer son salaire, c'est très simple : il faut signer à l'heure par tous les temps, être présent tous les jours, travailler mieux qu'une machine, c'est-à-dire sans panne d'aucune sorte. Et alors, au bout de 3 ans, après avis favorable des chefs de tous crins, et le nombre y est, on « risque » d'avoir 20 ou 30 F d'augmentation.

Mais si on est vraiment pressé, il faut bien autre chose, sans compter les conditions énumérées ci-dessus qui ne sont que le minimum en quelque sorte, il faut en plus ne pas avoir faim le midi quand il y a du travail urgent, être là au chant du coq et ne partir qu'à la nuit tombée. Il faut encore savoir « remuer du vent », donner l'impression qu'on prend le dernier train dans la minute qui suit, avoir une voix qui porte pour faire entendre à tout venant qu' « ici on travaille » et puis faire travailler les autres. A ce prix, on peut être nommé responsable d'une quelconque machine Ormig ou Offset et de quelques employés. On est alors « arrivé » et il n'y a plus qu'à se battre à coups d'heures de présence et de cris hystériques pour se maintenir en place. Naturellement, pas question de ménager son personnel, au contraire, il faut prouver qu'on sait en tirer le maximum.

Là, la sollicitude de la direction est toute acquise et la récompense vient quand même un peu plus vite.

La carence des syndicats à dénoncer le fait, et surtout à organiser les luttes rendent plus difficile une solution d'ensemble. Cette carence pousse certains travailleurs à adopter une solution individuelle : changer de patron, mais à quelques variantes près ils se valent bien, ou à accepter de faire leur jeu.

A ces derniers, et en attendant mieux, nous devons faire comprendre que nous ne voulons pas servir de marche-pied et que certaines augmentations peuvent coûter cher.

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

Au pavillon B (stomatologie), service des consultations, il n'y a qu'une seule femme de service et il y a 60 consultants en moyenne qui passent dans la matinée ; et le lundi, les consultants sont encore plus nombreux. Quand on ajoute à ces conditions une cheftaine pas très commode, on peut se rendre compte que le travail n'y est pas une sinécure.

M. le directeur général envisage des solutions à cette situation qui tend à se généraliser chez nous : fermeture pure et simple de certains services pendant la période des congés.

Déjà, au pavillon L, en gynécologie, le rez-de-chaussée est fermé pour cause de manque de personnel. Qu'il y ait beaucoup d'infirmières malades, cela n'est pas pour nous surprendre quand on connaît le travail harassant qu'elles doivent fournir.

Au réfectoire des pharmaciens, chefs de cliniques et autres, il ne reste plus que 4 femmes de service au lieu de 7 et, s'il y a moins de repas à servir, la surface à nettoyer reste la même, le travail réel n'a pas diminué.

La pénurie de personnel est donc générale, et concerne tout le monde, infirmières, femmes de service, servants, etc... et la période des congés qui commence ne fait que la rendre plus visible et plus dramatique encore.

Fermer des services, stopper des consultations, ce sont des moyens « en catastrophe » auxquels l'Administration et le Gouvernement ont recours parce qu'ils se refusent à envisager les seules solutions véritables : horaires et conditions de travail en rapport avec la vie moderne, salaires qui nous permettent de vivre réellement, suppression des catégories (comme les auxiliaires) qui ouvrent la porte à toutes les formes de surexploitation.

(Extrait du N° 18 de la V.O. H.C.L.)

AU CREDIT LYONNAIS

QUAND LA DIRECTION FAIT TOURNER LES TABLES

Depuis deux semaines, aux réfectoires aussi bien au 4e qu'au 5e, il est fréquent de voir des rangées de tables condamnées par des chaises placées dessus. Motif : l'effectif des desserveuses étant trop réduit, des tables sont supprimées au prorata du nombre de desserveuses.

Ce n'est bien entendu pas une solution car le nombre des usagers n'ayant pas diminué, les desserveuses présentes avaient beau avoir moins de tables à desservir, il y avait beaucoup plus de travail pour chacune.

Cette solution est du genre de celles qui consentent à nous housspiller, à nous bousculer, à nous tirer par la manche pour nous faire presser lors du choix des plats. Cela ne résout rien et aboutit au mieux à des incidents comme celui de la semaine passée où un employé a failli en venir aux mains avec « une mouche du coche » plus bruyant qu'intelligent.

Le problème du réfectoire est un problème de crédits, il faut augmenter la place et le nombre des desserveuses, en fonction de l'augmentation du personnel qui vient y manger, ce qui est loin d'être le cas depuis quelques années (depuis 7 à 8 ans le personnel a augmenté de 25 % tandis que les places aux réfectoires n'ont pas augmenté).

Dans trois ans d'ici, la solution de la direction sera peut-être de nous y faire entasser à coups de fouet... et de nous faire manger avec un lance-pierre.

(Extrait du n° 50 de la V.O. CREDIT LYONNAIS).

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

LES BONNES TROUVAILLES

De tous côtés ces cris d'alarme se lancent. L'A.P. manque de personnel. Les diplômés se font de plus en plus rares, et il n'est plus surprenant de voir des services tourner avec des agents hospitaliers souvent tout nouvellement embauchés.

Les directions essaient de trouver des solutions à l'échelon de leur établissement, ce qui se traduit par la fermeture de salles.

Quelquefois ces fermetures ont une couverture : la soi-disant remise à neuf des services. Nous on veut bien, les services étant pour la plupart insalubres, mais il ne faut pas s'étonner si à la réouverture le service est identique.

Pendant ces soi-disant travaux, on place le personnel dans les services les plus critiques. Si on espérait pouvoir prendre un ou deux repos supplémentaires on déchante vite, car cette solution n'est nullement un avantage, ni pour les services receveurs d'une aide supplémentaire, ni pour les autres.

Chaque hôpital dispose d'un certain nombre de lits et on ne peut refuser de malades tant que le nombre n'est pas atteint, voire même dépassé. Ainsi avec la fermeture de certaines salles, on augmente le nombre de malades des autres services en ajoutant des brancards.

Les solutions que l'A.P. trouve sont toujours en notre défaveur. Nous en avons pourtant une à lui proposer : suivre la résolution du colloque des 6 et 7 juin : les infirmières ne devraient pas avoir un salaire inférieur à 1 000 F.

ORGANISATION CAPITALISTE

LA DECENTRALISATION

A LA SAVIEM

A BLAINVILLE... ET A ST-OUEN

Le problème qui préoccupe tous les ouvriers de la SAVIEM depuis le début de l'année est celui de la décentralisation. Rien d'officiel ni de précis n'étant dit à ce sujet, certains étaient tentés de ne pas y croire, mais aujourd'hui, il n'est plus possible de fermer les yeux et de douter qu'elle se fera : l'usine de Blainville est en place, certains cadres sollicités par la Direction ont même pu aller là-bas se rendre compte ; d'autre part, dans l'usine, les chaînes du Mans sont pratiquement arrêtées et les ouvriers, soit ont quitté la boîte, soit ont été répartis dans le reste de l'usine sur les autres chaînes encore en fonction. Jusqu'à quand ?

Comment se fera cette décentralisation ? La Direction reste très discrète et en parle le moins possible ; les syndicats restent muets ou très évasifs.

Tout ce que nous pouvons savoir c'est qu'individuellement la Direction commence à convoquer le personnel qu'elle désirerait s'attacher à Blainville, les cadres et les professionnels, c'est-à-dire la main-d'œuvre qualifiée dont elle a le plus grand besoin et qui risque de lui faire défaut sur place.

Ainsi actuellement, le patronat propose aux contrôleurs P1, qui touchent 385 F à St-Ouen, 325 F à Blainville. Où est l'avantage, si de plus, le loyer d'un appartement F 4 à Blainville est de 230 F, c'est-à-dire pratiquement équivalent à ce qui existe dans la Région parisienne.

Quant aux autres ouvriers O.S. et manœuvres, la majorité n'a pas encore été sollicitée, la Direction comptant embaucher sur place la main-d'œuvre non qualifiée, elle ne se soucie guère de faire des avances aux ouvriers de St-Ouen. Ce qu'ils deviendront, s'ils vont trouver du travail ailleurs et dans quelles conditions, elle ne considère pas cela comme faisant partie de ses problèmes. Aussi, elle se tait, et laisse toute l'usine dans un climat d'incertitude, espérant démoraliser un grand nombre d'entre nous et pousser ainsi les ouvriers à partir d'eux-mêmes.

Les syndicats font la politique de l'autruche et se taisent. Est-ce parce qu'ils ne savent rien ? Est-ce parce qu'ils ne veulent rien dire ? La question est ouverte.

Mais nous sommes en droit d'exiger de savoir exactement ce qui nous attend.

(Extrait du N° 53 de la V.O. - SAVIEM.)

A LA R.N.U.R.

DE GRE OU DE FORCE

Par voie d'affiches, la direction offre de l'embauche à Flins. Mis en plus l'éloignement, le travail y est encore plus dur qu'à Billancourt, les horaires aussi longs, et malgré la campagne proche, on n'y respire pas un air meilleur. Si la semaine était de 40 heures (pour le même salaire) et le temps de transport compris dans cet horaire, il y aurait sans doute plus de volontaires.

Mais, pour nous inciter à aller à Flins, la direction préfère réduire les salaires à Billancourt par le chômage partiel, ou faire courir des bruits sur de prochains licenciements. Ainsi, non seulement elle bafoue le fameux article 30 des accords qui prévoit la réduction des horaires sans diminution des salaires, mais elle nous fait payer les à-coups de la production, ses besoins de décentralisation ou de réorganisation.

La direction procède pour l'instant à des mutations, en envoyant à Flins surtout nos camarades Espagnols qui travaillent aux presses.

Demain les pires formes de l'exploitation ne nous seront pas épargnées si dès aujourd'hui nous ne nous montrons pas prêts à y résister.

A LA THOMSON

PARIS-ORLEANS

Il est question depuis pas mal de temps de déménager le service des TE de G2 à Orléans. Aussi cela n'enchante pas beaucoup ceux qui sont concernés, dans la mesure où cela crée des problèmes de toutes sortes : la femme qui doit trouver un autre travail (ce qui n'est pas facile en province), des grands enfants gênés dans leurs études, le logement que l'on s'est ruiné à payer et que l'on doit revendre, etc...

C'est à cause de tout cela que la grosse majorité des câbleurs et AT du service TR ont débrayé une heure, ce qui mit en rage le chef de service.

Si les patrons étaient capables d'uniformiser réellement les conditions de vie de la province avec Paris, c'est avec plaisir que beaucoup d'entre nous iraient se mettre au vert. Mais que voyons-nous à la place ? Aller en province signifie : subir les abattements de zones, des salaires moindres et avoir la crainte du chômage, alors que ni l'unification des salaires et des conditions de travail, ni l'interdiction de licencier ne sont imposées aux patrons. La décentralisation, beaucoup de travailleurs en seraient partisans à condition que ce soit un avantage pour nous et non pour les patrons.

LA SECURITE

A DESFOSSES

SE FAIRE EMPOISONNER ET SE TAIRE

Après 37 ans de présence dans l'entreprise, un de nos camarades qui avait été intoxiqué par le trichlo, après un arrêt très long occasionné par cet accident, s'est vu purement et simplement déclassé, sans aucun recours, par notre direction. Si celle-ci a procédé à la réembauche de notre camarade, c'est par pure « charité » d'âme, car comme la convention le précise, après 8 mois d'absence pour maladie, le licenciement peut être prononcé. Si les délégués ont pu obtenir que notre camarade puisse récupérer son ancienneté, ils ne nous ont pas mobilisés pour nous mettre au courant d'une situation intolérable à notre égard.

Le benzolisme est reconnu depuis fort longtemps comme maladie professionnelle par la S.S. et les directions, il est donc absurde que toutes les intoxications dues à l'emploi de produits toxiques ne le soient pas de même par la S.S. (que font nos élus à l'intérieur de cet organisme ?) Du même coup, nos directions se réfugient derrière cet état de fait pour jouer les innocentes. Qu'attend le syndicat pour nous mobiliser ?

Quant à nous ouvriers, nous sommes prêts à réagir fermement et à lutter pour obtenir de nos directions qu'elles nous garantissent un maximum de sécurité dans l'emploi de produits nocifs. La réduction du temps de travail serait une garantie supplémentaire pour la sauvegarde de notre santé ainsi que le paiement total de notre salaire en cas d'intoxication, directement par les patrons.

CHEZ UCLAF

SUR LE « FRONT » DU TRAVAIL

Un ouvrier d'une entreprise extérieure de construction, qui effectue des travaux au bâtiment Pasteur, usine 1, est tombé avec une partie d'un échafaudage mardi matin 9 juin. Il a eu un bras et une jambe brisés. L'échafaudage s'est écroulé, parce que mal monté.

Au « minaret » de l'usine 1, un ouvrier s'est entaillé l'avant-bras en heurtant le couvercle tranchant d'un tonneau métallique. Heureusement là, l'accident n'est pas trop grave.

Mercredi dernier au contrôle général une aide-chimiste s'est brûlée en vidant dans la bombonne de récupération de solvants une solution de benzène dans l'acide sulfurique. Une réaction violente se produisit qui fit se projeter l'acide hors de l'entonnoir, sur le visage et les mains de la manipulatrice. On dut transporter d'urgence notre camarade à l'hôpital.

De tels accidents sont inacceptables et sont indiscutablement imputables au patron car la rapidité avec laquelle nous sommes obligés de travailler, en ne nous laissant pas le temps de réfléchir à ce que nous faisons nous transforme en de véritables machines.

Mais c'est à nous d'exiger la diminution des cadences avant que de nouveaux accidents aient défiguré ou tué un certain nombre d'entre nous.

(Extrait du n° 48 de la V.O. Roussel - VCLAF).

AUX CABLES DE LYON

ON SE FAIT SUER

Quand le thermomètre s'obstine à ne pas se plier au plan de stabilisation, beaucoup d'ateliers, notamment là où il y a des presses et des cuves de séchage, tiennent de l'étuve. Ce n'est pourtant pas la première année que pareil fait se produit. Il est impensable que rien n'ait encore été réalisé pour nous permettre de travailler dans des conditions normales. Qu'on ne nous réponde pas qu'il est difficile d'y remédier car lorsqu'il s'agit de faire des études pour augmenter le rendement, on n'y regarde pas à deux fois et on trouve toujours des solutions, quitte à payer des employés ou des entreprises extérieures pour cela.

Lorsqu'il s'est agi de l'état des machines délicates, par exemple au premier étage de C.T., on a très bien pu équiper l'atelier pour avoir les températures désirables. Mais lorsqu'il s'agit du matériel humain la Direction s'en moque car elle compte sur notre passivité. Mais nous venons à l'usine pour gagner notre vie et non pour crever de chaleur ou de froid selon les saisons. Que la Direction prenne ses dispositions pour nous donner des conditions de travail correctes. Nous n'avons pas à souffrir de ses carences.

(Extrait du N° 95 de la V. O. - Câbles.)

LES JEUNES ET L'EXPLOITATION

DONNE TES SEIZE ANS... A PEUGEOT, AU RABAIS

Les jeunes sortant des Centres d'apprentissage de la région, munis d'un C.A.P. n'ont pas beaucoup de perspectives chez Peugeot. On les y embauche comme OS 2, aux chaînes ou en normale, en leur laissant entrevoir la possibilité prochaine de les placer à un poste correspondant à leur métier ou à leur qualification.

Les mois passent et souvent les années, et le gars serrurier ou ajusteur de formation se retrouve toujours au même poste. Et en général, il en est ainsi jusqu'au service militaire. Ce sera autant d'années, où Peugeot surexploitera à bon compte de jeunes ouvriers qui après trois ans d'école technique doivent attendre 2 ou 3 ans comme OS 2 et puis encore seize mois d'armée avant de pouvoir espérer peut-être, et rien n'est moins sûr, faire le travail pour lequel ils sont qualifiés et toucher la paye qui leur revient.

On se préoccupe beaucoup des problèmes des jeunes. On leur reproche d'être yé-yé, si ce n'est blouson noir, mais il faut bien dire que rien n'est prévu pour eux. La société actuelle n'est pas faite pour les jeunes. Les Centres d'apprentissage, trop peu nombreux, manquant souvent de moyens, forment des ouvriers indépendamment des débouchés locaux. Et le gars muni de son C.A.P. ne trouvera pas de boulot correspondant à sa qualification. La bourgeoisie française le fait appeler sous les drapeaux et jusque là, il est en situation d'attente. Voilà les vrais problèmes des jeunes. Ce n'est pas en leur donnant de nouvelles idoles yé-yé ou en leur consacrant des émissions de radio et de télé qu'on les résoudra et les jeunes le savent bien. Leur mécontentement rejoint celui de tous les travailleurs, avec peut-être plus de vigueur, eux qui n'ont pas encore derrière eux les années de lassitude, de duperie, d'exploitation. Il leur appartient d'être les éléments les plus dynamiques des luttes de demain.

AU CREDIT LYONNAIS

C'est Faux Tout Ça

De nombreux jeunes ont passé la semaine dernière le C.A.P. La quasi totalité ont dû être au travail toute la journée la veille de l'examen sans même avoir cette dernière journée pour se préparer. Alors qu'on pense que l'examen se passe déjà un samedi et qu'il pourrait bien se passer un jour ouvrable et, bien entendu, payé, puisque la qualification sert avant tout à nos patrons. Ils font assez de battage là-dessus auprès de la clientèle. Mais on pourrait permettre aussi à ces jeunes camarades de se reposer la veille d'une épreuve malgré tout assez difficile quand on n'a pour s'y préparer que ses soirées.

Mais ce que ces jeunes ont dû apprécier tout particulièrement, pour ceux qui y avaient cru, c'est l'annonce par la CFTC dans un de ses tracts d'avant les élections, que cette revendication d'une journée payée la veille de l'examen avait été obtenue par ses délégués. Si c'était une erreur ou un lapsus, la CFTC aurait pu le démentir, si c'est une astuce préélectorale, ce n'est pas joli, joli, joli.

« C » ou pas « C » à la fin de leur sigle, c'est quand même un peu C...

Le problème noir aux U.S.A.

La fin de l'oncle Tom

LA loi sur les « droits civiques » des noirs, présentée en juin 1963 par John Kennedy au Congrès américain, va enfin être adoptée définitivement, après un an de laborieuses discussions. La presse salue comme une victoire le fait que l'obstruction systématique à laquelle se livraient les sénateurs sudistes ait pu être vaincue par une coalition républicaine-démocrate, plaçant ainsi la « solution » du problème noir au-dessus de la lutte politique que se livrent les deux grands partis pour les prochaines élections présidentielles.

Mais cette unité de façade ne masque en rien les efforts des partis pour présenter le vote du projet de loi antiraciste comme leur œuvre afin de comptabiliser à leur actif, le vote de millions de nouveaux électeurs noirs — la loi s'appellera le Bill Kennedy gardant pour la postérité un nom de baptême démocrate.

Mais c'est le républicain Eisenhower qui, en 1954, avait fait voter les premières mesures en faveur de la déségrégation, et pendant 10 ans l'élite noire américaine s'est efforcé d'obtenir leur application. Batailles juridiques engagées tant à l'échelon local qu'à l'échelon fédéral, initiatives individuelles à valeur démonstrative, comme l'inscription d'élèves noirs dans les universités les plus racistes, voyages des « Pélerins de la liberté » dans les Etats du sud, livres, reportages etc., pendant 10 ans la lutte d'émancipation des noirs restait l'action d'une minorité qui tentait de toucher la conscience des blancs et d'obtenir de leur sens de la justice que la loi fut appliquée.

Mais, républicaine ou démocrate, la conscience des Gouvernants américains ne se montrait guère exigeante à cet endroit, et leurs prises de positions en faveur de l'émancipation des noirs n'allaient jamais bien loin, même pas sur le plan de l'application de la Constitution, et leurs interventions, limitées aux cas extrêmes — Little Rock en 1957, Oxford dans le Mississipi en 1962 — se bornaient à l'envoi de troupes fédérales pour maintenir un ordre que la violence raciste venait d'ensanglanter. Que cette situation fut gênante pour la Maison Blanche cela est indéniable, les Américains étant tenus de ménager l'opinion des peuples ex-coloniaux et particulièrement ceux d'Afrique, et c'est pourquoi ils faisaient des promesses du genre de celle de Robert Kennedy : « dans quarante ans peut-être, le Président des Etats-Unis sera un noir » !

Aujourd'hui quelque chose a rendu la situation à ce point critique que le Sénat est contraint d'aller plus loin, au moins sur le plan légal. L'ensemble de la bourgeoisie américaine, y compris celle du Sud, voit le danger que lui fait courir le tour cataclysmique qu'ont pris depuis un an les manifestations noires. Parties de Birmingham dans l'Alabama, elles ont très vite, et malgré la répression, gagné toute l'Amérique, du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest. Pas un Etat n'a été épargné. Les organisations noires orchestrent un gigantesque mouvement qui, de semaine en semaine, surmontant les particularismes locaux et les divisions de ses dirigeants, amène à la conscience de leur force et de leur dignité des milliers et des milliers de noirs.

Bien que restant non-violentes dans leur immense majorité, il n'est cependant pas de semaines qui ne vienne grossir la déjà longue liste de blessés, et cela tant dans les rangs de la police que dans ceux des manifestants. Après la marche sur Washington, après le boycott par 500.000 noirs et Portoricains des écoles de New York, le Nord, bastion des « amis de Lincoln », des « champions de l'anti-esclavagisme » est à son tour submergé par la vague de manifestations avec les réactions de haine et de peur qu'elles provoquent.

Car si la bourgeoisie américaine dans son ensemble a compris qu'il fallait céder aux noirs au moins sur le plan légal afin de stopper ce qu'ils appellent déjà « la révolution noire », il n'en est pas de même des « petits blancs », commerçants, fermiers, employés, ouvriers même qui, tant dans les cités industrielles du Nord et de l'Est, que dans les terres du Sud, manifestent un racisme renouvelé.

C'est ainsi que les élections primaires dans l'Indiana et le Wisconsin ont donné au gouverneur démocrate G. Wallace, qui fait sa campagne sur le seul programme du racisme, un nombre de voix qui a surpris l'opinion publique américaine. C'est ainsi que les contre-manifestations, les attentats terroristes, les raids de représailles, les assassinats « politiques » se multiplient du Sud au Nord et que la population blanche prise de panique — cette panique est entretenue et utilisée par l'extrême-droite — invente des meurtres imaginaires, des sectes occultes, toute une organisation du crime et de la violence noire, afin de justifier sa propre haine et sa propre violence. La pègre de Hariem semble destinée à jouer ce rôle de catalyseur de violence et la presse new yorkaise feint de découvrir dans cet immense ghetto, l'existence de bandes criminelles qui s'y sont pourtant multipliées depuis la guerre et que la police connait depuis longtemps. Recrutées parmi les couches les plus misérables de la population noire qui forme déjà elle-même la partie la plus inférieure du prolétariat, ces bandes de délinquants et de criminels ressemblent à toutes celles des grandes villes U.S. et du monde occidental et n'ont rien à envier à leurs homologues blanches. Pourtant, quand une bande de jeunes noirs vient bousculer des voyageurs blancs du métro et provoquer une bagarre, la foule surexcitée crie à la police : « tuez-les ou laissez-les nous »... C'est New York 64.

Mais la vague de racisme qui s'est développée dans tout le pays, alimentant l'opposition au Sénat des représentants sudistes et leurs manœuvres d'obstruction pour retarder le vote final du projet de loi intégrationniste ne peut empêcher la loi sur les droits civiques des noirs d'être votée, mais elle rendra très difficile son application.

Face à cette situation quelle sera l'attitude des dirigeants noirs qui viennent de remporter cette victoire juridique ? Ces dirigeants, dont de nombreux pasteurs, représentent l'élite et les couches les plus aisées de la population noire. La bataille qu'ils viennent de livrer reste dominée par le même souci de la non-violence, de respect juridique, de justice universelle qui avait guidé leur action de 1954 à 1963. Sur le point d'être débordés, au début, par les réactions provoquées par la sauvage répression policière de manifestations pacifiques, ils ont pu cependant se maintenir à la tête du mouvement et le contrôler dans son ensemble. Leur objectif est désormais atteint : la reconnaissance par le Sénat des droits civiques des noirs américains. Nul doute qu'ils vont essayer maintenant de faire rentrer dans le rang les millions de noirs qui se sont mis en mouvement dans tout le pays.

Les dirigeants noirs auront là une partie difficile à jouer et connaîtront vraisemblablement de grosses difficultés pour démobiliser des troupes, que le droit de vote et les améliorations apportées par le Bill laisseront pour le moins insatisfaites.

Dans cet état de fait l'organisation plus radicale des musulmans noirs, qui est restée relativement à l'écart du mouvement actuel, risque de relayer la direction présente. Prônant la lutte « race contre race » et l'action directe, cette organisation oppose à l' « intégration », l'indépendance par la création d'un état noir indépendant, sorte d'enclave au sein des états fédérés d'Amérique. Ils invoquent à l'appui de cette revendication utopique, l'exemple d'Israël. Mais alors que la création d'Israël servait les visées de l'impérialisme en pays arabe, cet état noir n'a aucune chance de voir le jour aux U.S.A.

Mais les vingt millions de noirs qui vivent dans les conditions les plus misérables, qui constituent des demi-esclaves des sous-prolétaires, viennent aujourd'hui de faire un pas énorme. Ce pas, ce n'est pas celui qui est écrit dans la loi, c'est celui qui s'est inscrit dans la conscience de ces masses qui viennent, en quelques mois de comprendre que leur nombre, leur unité, leur mobilisation, pouvaient faire d'eux, les plus humbles, les plus humiliés, une force que l'on craint, et qui viennent d'entrevoir qu'ils avaient le droit d'être des hommes. Cette revendication, ou plutôt cet espoir, le Kennedy Bill et les capitalistes américains ne pourront jamais le satisfaire. Les dirigeants non violents pas davantage.

La loi va être votée, mais le problème noir aux U.S.A. ne sera pas résolu pour autant. Dans leur recherche d'une solution véritable, les noirs erreront longtemps encore, mais au travers de bien des expériences ils ne pourront pas manquer d'en venir un jour aux solutions révolutionnaires en prenant conscience que la lutte pour l'émancipation de tous les opprimés rejoint la lutte de classe.

Ce jour-là les noirs américains ne seront plus seuls et leur espoir sera celui de tous.

Michèle TOURNY

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien

Les réfugiés arabes de Palestine

Solutions humaines ou exutoires

DU 29 mai au 1er juin s'est tenu à Jérusalem (secteur jordanien) un congrès des réfugiés arabes de Palestine, réfugiés qui sont, pour la plupart, les Arabes qui habitaient primitivement ce qui est aujourd'hui Israël et qui en furent chassés par la guerre judéo-arabe de 1947-1948. Ce congrès se fixait deux buts : proclamer une « entité » palestinienne, l'existence en quelque sorte d'une nation arabe palestinienne, et mettre sur pied une organisation de « libération » comprenant une force armée.

Si « l'entité » a été proclamée au congrès, il n'a pas été possible de donner un semblant de vie à l'organisation, faute d'entente entre les délégués. Les frictions étaient nombreuses et aussi bien l'opposition entre jeunes « révolutionnaires » et vieux « romantiques », que se plaisent à souligner les journaux, que celles entre les différentes organisations, ne traduisaient en fait que les oppositions entre Etats arabes. Car, dans les pays où elles existent, ces organisations ne vivent que grâce à l'appui matériel et moral des gouvernements et aucun d'eux n'est prêt à tolérer une opposition quelconque d'où qu'elle vienne.

Tous les chefs d'Etat des « pays frères » se sont déclarés solidaires du congrès (sauf Ibn Séoud d'Arabie) mais cette solidarité ne vaut qu'en paroles. Dans la réalité, les pays en question parquent les réfugiés dans des camps et ne font rien pour les en sortir. Bien plus, ils mettent toutes sortes d'entraves à leur circulation tant ils craignent le mécontentement contagieux de ce million d'hommes.

C'est d'ailleurs pourquoi les prétendus représentants des réfugiés n'ont pas manqué d'affirmer : « L'organisme palestinien de libération n'exercera aucune souveraineté régionale, ni sur la rive gauche du Jourdain (Jordanie), ni sur le secteur de Gaza (« administré » par l'Egypte), ni sur la région d'El Hemma (Syrie) ».

Quant à la création d'une force armée palestinienne, elle est tout aussi impossible actuellement. Bien que prudents, les congressistes ont affirmé qu'elle serait mise sous le commandement arabe unifié, les milices palestiniennes n'ont guère de chance de jamais voir le jour.

Ce fameux « commandement arabe unifié », dont le but est de diriger toutes les armées arabes, n'a jamais existé en pratique et aucun gouvernement arabe ne tient à avoir sur son territoire une force armée qui serait difficilement contrôlable du fait de sa composition. Le cas extrême est celui de la Jordanie, où les réfugiés sont les plus nombreux et constituent la moitié de la population. Contre eux, Hussein ne tient que grâce aux tribus bédouines armées par l'impérialisme anglais. Créer une milice palestinienne, ce serait renverser le rapport des forces et les jours de la dynastie hachémite seraient comptés.

Ce qui apparaît évident pour la Jordanie l'est aussi, mais à un degré moindre, pour l'Egypte et la Syrie. Car si jusqu'à présent, les gouvernements arabes ont réussi à détourner le désespoir des réfugiés exclusivement sur Israël, il n'est pas du tout sûr qu'il en sera de même à l'avenir, surtout qu'actuellement, beaucoup reprochent à Nasser son « inaction ».

De plus, l'armement des réfugiés entraînerait le risque que ceux-ci, prenant au sérieux la démagogie de « reconquête », attaquent Israël, et aucun Etat arabe ne tient, pour l'instant du moins, à tenter l'aventure.

Ce qui n'est pas impossible, c'est que Nasser, pour donner un semblant d'activité aux plus extrémistes d'entre eux, forme de nouveau des « volontaires de la mort » dans la région de Gaza, des terroristes dont l'unique activité consistera à égorger au petit bonheur en territoire israélien. Mais d'armée véritable, point.

En réalité, aucun chef arabe ne tient réellement à régler le problème palestinien. Tout comme celui des eaux du Jourdain, c'est un problème qu'ils ressortent pour détourner d'eux le mécontentement de leurs propres peuples. Si le sort de ce million d'hommes réfugiés dans des camps leur tenait tant soit peu à cœur, ils les laisseraient au moins s'établir où ils le désirent.

Mais si les réfugiés sont une aubaine pour les gouvernements arabes, la situation ne semble pas déplaire à celui d'Israël ; s'en tenant à la doctrine officielle que les réfugiés sont partis d'eux-mêmes, il a tout loisir d'agiter la menace des réfugiés chaque fois que, pour surmonter une difficulté, il veut refaire autour de lui l'Union Sacrée.

L'hypocrisie des dirigeants israéliens est manifeste, il n'est que s'en tenir à leurs propres affirmations : si l'irrigation du Néguev peut permettre de nourrir deux millions de Juifs qui viendront ou qui ne viendront pas, elle peut donc permettre de faire vivre le million d'Arabes qui viendrait sûrement si on lui en laissait la possibilité !

L. STERN

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

(suite de la page 2)

OU ES-TU JOHNNY ?

Décidément, le ministère des Armées a dû s'offrir les services d'une agence de publicité. Il apparaît de plus en plus que Johnny Halliday, en uniforme, devient le symbole de l'armée de copains. Dimanche, Johnny Halliday a fait la surprise à Sylvie Vartan de venir en permission pour son 21e anniversaire. Et, devant les caméras de la télévision, la presse parlée et écrite, Sylvie a déclaré : « Quelle bonne surprise ! »

Et Johnny de répondre, quand on lui demanda pour la télévision et pour la radio : « Comment c'est la caserne ? »

— Ben, j'avais un peu peur étant donné tout le mal qu'en disaient un tas de gens, mais c'est pas si terrible, au contraire, pour la première fois je me suis trouvé avec des jeunes de mon âge, c'est sympathique. »

Question : « Et la chambrée ? »

— Ben, maintenant on est un bon groupe. »

Que Johnny Halliday trouve sympathique de vivre en collectivité avec des gars de son âge, pour la première fois de sa vie, nous le croyons sans peine. S'il n'a pas connu ça, cela doit lui manquer. Mais il aurait pu le connaître ailleurs qu'à l'armée, en militant, par exemple, ou tout simplement en faisant du sport, sans dire « salut aux copains » de loin.

Mais pour la radio, la presse, la T.V., c'est une bonne occasion de faire valoir l'aspect sain et moral de la vie militaire. Mais, bien entendu, on ne nous parle pas du reste. Car à la caserne il n'y a pas que les copains.i Si les copains tiennent tant à cœur justement là-bas, c'est pour faire oublier le reste.

Ce reste sera peut-être épargné à Johnny Halliday ,nous le lui souhaitons, mais il ne l'est pas chaque année à quelques deux cent mille jeunes gars.

LES BRIQUES ET LA STABILISATION

« Le gouvernement n'a pas encore pris la décision d'autoriser la majoration des loyers, mais on peut faire confiance au ministre de la Construction pour faire valoir un dossier technique dans ce sens », aurait déclaré M. Maziol (ministre de la Construction) au 53e congrès de l'Union de la propriété bâtie.

Ça, pour ce qui est de faire confiance au ministre comme au gouvernement, on peut. Mais tentons d'imaginer un ministre, même du Travail, venant dire devant un congrès de l'Union des syndicats de la métallurgie et du bâtiment, qu'on pouvait lui faire confiance pour prêcher l'augmentation des salaires, S'il ne vient pas, c'est sans doute parce qu'il est persuadé, à juste titre, que l'on ne lui fera pas confiance.

Il faut dire que l'expérience prouve que les propriétaires et les patrons sont payés pour avoir confiance dans le gouvernement, et pas les ouvriers.

TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE... MAIS PAS DE VACANCES

Henri Bar, 41 ans, mineur à Vendin-les-Béthunes, père de neuf enfants, a été choisi parmi quatre cents candidats proposés par les maires de France pour recevoir le prix attribué au père le plus méritant.

Grâce à ce prix, il est parti en vacances pour la première fois de sa vie. (Les journaux.)

Que c'est beau la France ! Voilà un travailleur, un mineur méritant, on nous le dit, donc pas joueur, pas buveur, par coureur, qui plus est, touche des « sommes folles » en allocations familiales... et qui n'a jamais pu partir en vacances.

Comme quoi notre putain de société n'est pas faite pour ceux qui travaillent.

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient a développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativite maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction **d'un tel parti.**

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

17-18 JUIN 1940 — 6 JUIN 1944

Le coq à deux têtes

La froideur manifestée par De Gaulle vis à-vis des cérémonies de commémoration du XXème anniversaire du débarquement, le fait qu'il ne se soit même pas rendu en Normandie, semble avoir surpris et presque indigné une partie de la presse.

Il est évident que pour ceux qui voient dans l'histoire de la guerre de 1939-1945 la lutte des « démocraties » loyalement coalisées contre le fascisme, cette attitude est difficile à expliquer.

Mais il ne faut pas oublier que les divergences entre les alliés furent nombreuses et que c'est précisément dans les jours qui suivirent le débarquement que se manifesta l'un des désaccords les plus importants qui opposa De Gaulle aux Américains. Ces derniers, qui se seraient volontiers passés de la « France Libre », avaient envisagé de doter les territoires « libérés » d'une administration purement américaine et ils commencèrent même à la mettre en place.

C'était, en fait, remettre en cause toute la lutte politique que De Gaulle avait menée depuis quatre ans et l'on conçoit qu'il en ait gardé quelques rancunes.

Il eut finalement gain de cause, grâce à la caution de l'intérieur et donc, aussi paradoxal que cela puisse paraître, grâce au P.C.F., et ce furent les administrateurs gaullistes qui se substituèrent aux hommes de Vichy, transformation bien superficielle d'ailleurs, car l'appareil d'Etat, dans son ensemble, restait inchangé. Ainsi prenait fin le divorce qui pendant quatre ans avait divisé les hommes politiques de la bourgeoisie française, divorce officialisé par deux discours radiodiffusés en juin 1940.

Le 17 juin, en effet, le maréchal Pétain avait annoncé aux Français qu'il venait d'être chargé de la direction du Gouvernement, et qu'il avait demandé à l'Allemagne ses conditions d'armistice.

Le lendemain, au micro de Radio-Londres, de Gaulle lançait son célèbre appel, passé d'ailleurs pratiquement inaperçu ce jour-là, où il invitait « les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver » à se mettre en rapport avec lui, car « quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

Deux jours plus tôt, pourtant, de Gaulle et Pétain étaient encore membres du même cabinet Reynaud, l'un comme secrétaire d'Etat à la défense nationale, l'autre comme vice-président du Conseil, et ils étaient aussi réactionnaires l'un que l'autre. Mais la défaite militaire posait à l'impérialisme français des problèmes capitaux, auxquels chacun d'eux apportait une solution différente.

Après la déclaration de guerre de septembre 1939, la France et l'Angleterre avaient assisté sans réagir à l'écrasement des armées polonaises, comme pour démontrer que l'agression contre la Pologne marquait seulement la limite de ce qu'elles pouvaient tolérer, mais que le sort de ce pays en lui-même leur était indifférent. Et ce ne fut que le 10 mai 1940 que la guerre commença vraiment à l'Ouest. Ce jour-là, la Wehrmacht franchissait la frontière hollandaise et belge et avançait vers le Nord de la France. Croyant à une réédition du plan Schlieffen de 1914, l'Etat-Major français fit lui aussi avancer le gros de ses troupes en Belgique. L'offensive principale fut menée par un groupe de Panzerdivisionen — appuyé par une puissante aviation d'assaut — qui fonça à travers les Ardennes, pourtant réputées impraticables aux blindés, perça le front français à Sedan le 14 mai, et arriva le 20 à la mer, encerclant ainsi les armées belge et hollandaise, le corps expéditionnaire anglais et toute l'aile gauche française. Quand la poche ainsi formée fut réduite par l'armée allemande, quand Dunkerque tomba le 4 juin, l'armée française a perdu la moitié de ses effectifs et les trois quarts de son matériel. Le sort de la guerre est déjà scellé.

L'armée française est incapable de résister à une nouvelle offensive allemande, et celle qui se déclenche sans attendre le 5 juin pousse devant elle à la vitesse de ses blindés les débris d'une armée qui se fondent dans la masse immense des réfugiés qui, depuis le 10 mai, envahissent, chaque jour plus nombreux, les routes françaises.

Pour beaucoup de ceux qui vécurent cette période, une défaite aussi rapide et aussi profonde ne pouvait s'expliquer que par une « trahison » des milieux dirigeants français, et le Parti Communiste Français adoptera, lui aussi, cette explication. Pour lui, les éléments de la bourgeoisie française qui « préféraient Hitler à un nouveau Front Populaire » ont délibérément saboté la production de guerre et organisé la défaite militaire française, afin de faire d'Hitler le gendarme de la classe ouvrière française. Cette explication pourrait être prise en considération si le prolétariat avait alors représenté un danger pour la bourgeoisie française, mais il n'en était rien et, au contraire, celle-ci avait attendu que la classe ouvrière soit brisée pour entrer en guerre.

En fait, la force de l'armée allemande résidait dans son armement en matériel moderne, utilisé par des cadres jeunes et entraînés, capables d'en tirer le maximum. Le triomphe du « Blitz krieg » était celui du potentiel industriel allemand, exploité à fond depuis l'écrasement de la classe ouvrière par Hitler. L'acier des Panzer, c'était la sueur et le sang des prolétaires allemands. La défaite militaire française, elle, fut le reflet de la crise économique et politique qui n'avait jamais été entièrement surmontée. Car ce n'est qu'après l'échec de la grève du 30 novembre 1938 que la bourgeoisie eut les mains à peu près libres.

A partir du moment où la défaite est certaine, les hommes politiques de la bourgeoisie française se répartissent en deux camps ; les uns, avec Pétain, sont partisans de la négociation d'un armistice avec l'Allemagne, en essayant de sauver le maximum ; les autres, avec de Gaulle, veulent continuer la guerre à partir de l'empire colonial français ou de l'Angleterre. Il serait absurde de chercher lequel de ces deux groupes représentait le mieux les intérêts de la bourgeoisie française, était le plus patriote. Il serait absurde encore de voir, comme le font les staliniens, dans les uns les représentants de la bourgeoisie nationale, dans les autres une clique de politiciens vendus à l'Allemagne. Ces deux groupes représentaient rigoureusement les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie française dans son ensemble, les uns les représentant auprès de l'impérialisme anglo-américain, les autres auprès de l'impérialisme allemand, et leurs politiques, malgré les apparences, étaient beaucoup plus complémentaires qu'opposées.

Le danger, pour ceux qui se refusaient à quitter la métropole, c'était de supprimer ce qui restait de l'appareil gouvernemental en France, de laisser toute l'étendue du territoire aux mains de l'administration militaire allemande, de sacrifier tout ce qui y restait encore de l'armée française, en un mot la mort de l'Etat français à coup sûr dans l'immédiat. En ne constituant à Londres qu'un Comité français, en attendant la veille du débarquement pour former un Gouvernement Provisoire, de Gaulle montrera d'ailleurs que lui aussi comprenait l'importance pour la bourgeoisie du maintien d'un appareil gouvernemental français, aussi réduits que fussent ses pouvoirs.

Jusqu'aux derniers jours avant l'armistice, la bourgeoisie française attend le salut d'Outre-Atlantique. Il ne fait de doute pour personne que l'Amérique entrera en guerre un jour contre l'Allemagne, et que ce sera le seul événement capable de changer le rapport de forces. Mais il ne fait guère de doute non plus que ce ne sera pas avant de longs mois. Le problème le plus important, pour les adversaires de l'armistice, c'est de se maintenir en guerre jusqu'à ce jour-là pour avoir un appareil d'Etat français à mettre en place au fur et à mesure du recul allemand, et de ne pas laisser ce soin aux Américains, et aussi pour pouvoir participer au partage du butin.

La « collaboration » de Pétain avec l'Allemagne aura donc pour pendant la « collaboration de de Gaulle avec les Anglo-Américains, chacun d'eux essayant d'obtenir le maximum en faisant le minimum de concessions à son partenaire, car aucune alliance, fût-elle militaire, ne supprime les antagonismes de deux impérialismes.

Si le gaullisme prit un visage démocratique par rapport au régime de Vichy, ce ne fut qu'un aspect secondaire du problème. De Gaulle n'était pas, en 1940, plus à gauche que Pétain, les cadres militaires qui se joignirent à lui n'étaient pas amenés par leur esprit démocratique. Les jeunes officiers qui gagnèrent l'Angleterre étaient le plus souvent de droite, quand ce n'était pas d'extrême-droite. Mais la guerre contre l'Allemagne avait été, dès le début, menée au nom de la croisade des démocraties ; le régime de Vichy, pas plus que le régime hitlérien, ne permettait à la gauche une existence en tant que telle ; et surtout, la guerre contre l'U.R.S.S. allait en 1941 jeter le P.C.F. dans le camp gaulliste, donnant à celui-ci par la même occasion une base de masse réelle en France. Tout cela allait permettre de présenter le Gaulle comme un homme de gauche et, en même temps, obliger celui-ci, dans une certaine mesure, à jouer ce rôle.

Et il faudra attendre sa démission de janvier 1946 pour que les partis de gauche, P.C.F. et S.F.I.O. fassent semblant de découvrir que De Gaulle était un homme de « droite ».

La bourgeoisie dispose d'hommes politiques incarnant toutes les variantes politiques nécessaires à la défense de ses intérêts, hommes qu'elles utilise successivement en concurremment, et les illusions nées des luttes entre ces hommes et les tendances qu'ils incarnent sont parmi ses meilleurs atouts contre le prolétariat.

Et c'est là l'une des mystifications les plus criminelles auxquelles participent les partis dits ouvriers. Car le jour où le prolétariat aura pris conscience que le problème essentiel pour lui ne se pose pas en terme de droite ou de gauche, pas plus qu'il ne se posait hier en termes de gaullistes ou de pétainistes, il sera bien prêt de son émancipation.

Christian JUNG

les mois les plus longs

C'EST sous ce titre que l'on projette actuellement un film soviétique destiné à montrer dans quelles conditions se trouvait l'Armée rouge lorsque, le 22 juin 1941, il y a tout juste vingt-trois ans, les armées allemandes se lancèrent à l'assaut de l'Union soviétique.

Depuis le XXe, et surtout le XXIIe Congrès du P.C.U.S., il est de bon ton d'expliquer ces événements par les « fautes » du seul Staline. (Alors que Khrouchtchev-qui-était-à-Stalingrad a bien contribué à la victoire !) Mais si on veut bien y regarder de près, la politique que mena Staline dans les années d'avant-guerre, était-elle si différente de celle de son successeur ?

Depuis 1933, il était clair que l'on marchait à grands pas vers la guerre, et l'Union soviétique était visée en tout premier lieu. Pour se sauver, la bureaucratie au pouvoir ne fit à aucun moment appel aux masses, du moins aux sentiments révolutionnaires de celles-ci, car elle essaya, lorsque c'était son intérêt, d'utiliser leurs préjugés patriotiques par le biais des P.C. nationaux.

Pour elle, la seule solution était l'alliance avec un Etat bourgeois contre un autre. Effrayée lors de la venue au pouvoir des nazis, elle signa en 1935 le pacte Laval-Staline qui la liait militairement au bloc des impérialistes repus. Ce fut l'époque des Fronts populaires, des grèves qu'il faut savoir terminer, et des « Amis de l'U.R.S.S. ». Cette politique de « coexistence pacifique et de refus de la guerre à tout prix devait amener Staline à liquider les plus grands chefs de l'Armée rouge, que l'on sait aujourd'hui avoir soulevé l'éventualité d'une guerre préventive, pour ne pas laisser au Reich le temps de réarmer. Et c'est toujours au nom de cette politique qu'après Munich, l'U.R.S.S. prit le chemin du pacte germano-soviétique qui rejettait la guerre à l'Ouest. Persuadée que la Russie pourrait rester en dehors de la guerre, la bureaucratie stalinienne fut prise au dépourvu par l'attaque allemande.

Immédiatement, les Allemands devaient remporter des succès considérables et avancèrent au travers de la Pologne d'abord, de la Russie ensuite, pratiquement aussi vite que l'état des routes le leur permettait. L'Armée rouge, décapitée par les procès de 1937, s'effondrait, et l'U.R.S.S. frôlait la catastrophe. Au début de l'hiver, les avant-gardes hitlériennes seront aux portes de Moscou.

Aujourd'hui, on accuse Staline d'avoir été le responsable de la débâcle de 1941, ce qui n'empêche pas les dirigeants soviétiques de continuer à mener la même politique et Khrouchtchev de rechercher la signature d'un traité de paix garantissant la coexistence pacifique.

Toutefois, il serait faux d'attribuer cette politique dangereuse à la bêtise et à l'inintelligence des dirigeants soviétiques. De leur point de vue de bureaucrates, c'est la seule politique possible. Par sa nature même, la bureaucratie a toujours été placée entre deux morts possibles. La révolution prolétarienne ou la restauration capitaliste et, pour elle, faire appel aux masses révolutionnaires est infiniment plus dangereux que traiter avec l'impérialisme.

La révolution représenterait inévitablement la disparition complète de la bureaucratie, ce serait la mort garantie, tandis que la politique d'alliance avec des pays bourgeois, si elle menace militairement l'U.R.S.S., est pour la bureaucratie incomparablement moins dangereuse, car elle laisse une marge de manœuvre plus importante.

C'est pourquoi la politique extérieure de l'U.R.S.S. comme le soutien que lui apportent les P.C. nationaux ne sont pas le fruit d'une erreur, mais sont une véritable trahison des intérêts du prolétariat mondial que la bureaucratie est prête à sacrifier sans remords pour sauver son existence.

Yves LEGALL

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-Xe

Directeur-gérant : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

PERMANENCES

- **A Paris :**
  Tous les samedis de 16 à 20 h
  29, rue du Château-Landon
- **A Lyon :**
  Tous les samedis de 17 à 20 h
  Café « Le Clos Vert »
  113, Gde Rue de la Guillotière
  (Face de l'église Saint-Louis)